LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1220-1221 - MAI - JUIN 2009

23 AOÛT à 18h30 L'ANACR RANIME LA FLAMME À L'ARC DE TRIOMPHE

Rendez-vous : 18h, entrée du souterrain du musoir des Champs-Elysées

JOURNEE JEAN MOULIN AU PANTHEON

Le 18 juin dernier, la Journée Jean Moulin a été marquée par une cérémonie au Panthéon à laquelle ont participé de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Pierre Mazeaud, ancien Président du Conseil Constitutionnel, Président de la Fondation Charles de Gaulle, Robert Chambeiron, Secrétaire général adjoint du CNR, Président-délégué de l'ANACR, Michel Suchod, directeur de cabinet de Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Défense, chargé des Anciens Combattants, Jacques Goujat, Président de l'U.F.A.C., Pierre Morel, vice-président de la Fondation de la Résistance, Catherine Vieu-Charrier, adjointe au maire de Paris...

Ci-contre : Pierre Mazeaud saluant Robert Chambeiron à l'entrée de la crypte où repose le fondateur du C.N.R.

HOMMAGE A JEAN MOULIN

Le 27 mai dernier à 17 h, l'ANACR et la Fondation de la Résistance ont rendu hommage au fondateur du CNR au Monument Jean-Moulin situé au bas des Champs-Elysées à Paris. Deux gerbes furent déposées par François Perrot et Jean Gavard, vice-présidents, pour la Fondation de la Résistance, et par Jacques Weiller et Jacques Varin, vice-président et secrétaire général adjoint pour l'ANACR.
A 18 h 30, lors du **Ravivage de la Flamme** par la Fondation de la Résistance, placé sous la présidence de Jean Gavard, on notait aussi la présence de Christiane Tardif, Claude Hallouin, Jean-Paul Riffault, et Guy Deschamps, membres du Bureau National de l'ANACR, ainsi que de plusieurs membres du Conseil National.

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Comme les années précédentes elle a été célébrée partout à travers la France. *(Voir page 3)*

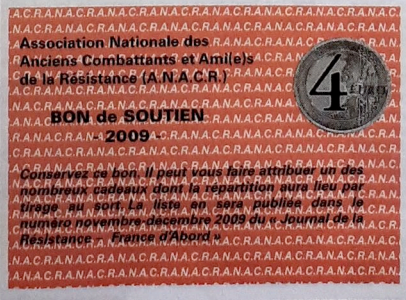
L'ANACR EN DEUIL

ROGER LESCURE

Compagnon de la Libération
Membre du Comité d'Honneur

Roger Lescure, né en 1912 dans une famille de meuniers d'Allassac, travailla comme employé de commerce et ouvrier du bâtiment avant de monter à Paris à 18 ans où il travaille dans des diverses branches de la restauration. Militant communiste, mobilisé en août 1939 au 19ème C.R.C.A. Il prend part aux opérations à partir du 10 mai 1940 avec le grade de maréchal des logis. Démobilisé, en juin 1940, il entre dès septembre 1940 dans la Résistance, participant à la réorganisation du Parti communiste clandestin aux côtés de son responsable pour la Haute Corrèze, Léon Lanot. Du 21 juin 1941 à la Libération, Roger Lescure et son épouse vont mettre leur café «Le Verdanson» à la disposition du Parti communiste clandestin qui y tient ses réunions. Roger Lescure, qui, au sein du Front National clandestin et des FTP à participé à plusieurs actions directes contre l'ennemi et ses complices (récupération de machines à écrire de la mairie d'Albignac, préparation active de la grande manifestation de Brive du 11 novembre 1942, sabotage de grues du dépôt de Brive le 16 décembre 1942...) est arrêté le 6 avril 1943. Interné au camp de Saint-Paul d'Eyjaux puis transféré à la forteresse de Saint-Martin-de-Ré, il s'en évade le 12 septembre 1943. *(Suite en page 2)*

SOUSCRIPTION NATIONALE



Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance ! Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association.

Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **15 décembre.**

LIBÉRATION NATIONALE ET INSURRECTION NATIONALE

Dès le 18 avril 1942, le Général de Gaulle avait déclaré : *«La libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale»*. Quand, en ce 6 juin 1944 à l'aube, sur les plages de Normandie, débarquent les troupes libératrices de la coalition alliée, avec en leur sein des éléments des forces de la France combattante, ces paroles du général de Gaulle vont prendre toute leur dimension historique.

Popularisées par le cinéma et la télévision, l'on a retenu les images émouvantes des paysans sortant – à l'écoute des messages personnels de Radio-Londres – les armes cachées depuis la défaite de 1940, ou parachutées avec des explosifs à destination de la Résistance par les avions venus d'Angleterre pendant ces longues nuits de l'Occupation.

Or, pour être une partie de la réalité, ces images ne sauraient cependant à elles seules traduire ce qu'a été, à partir du 6 juin l'entrée en lutte croissante pour devenir massive du peuple de France dans toutes ses villes et régions, coupant bien évidemment les voies de communication de l'ennemi, contraignant à la retraite ses troupes casernées, les harcelant durant leur fuite, mais aussi chassant, les uns après les autres, les représentants de l'administration pétainiste en leur substituant une administration patriote, fidèle aux valeurs de la République et reconnaissant l'autorité du Gouvernement Provisoire de la République Française, établi à Alger le 2 juin 1944 sous la direction du général de Gaulle.

Ce fut cela la Libération : une insurrection populaire participant aux côtés des alliés au combat contre l'ennemi et ses complices tout en restaurant la légalité républicaine. Certes ce fut une explosion de joie, découlant de la liberté retrouvée, de colère aussi à l'encontre de ceux qui se firent quatre années durant les complices de l'oppression nazie, mais ce fut d'abord la mise en œuvre d'une stratégie préparée depuis de longs mois dans la clandestinité sur le sol national occupé, et qui évita à la France d'être placée sous administration militaire anglo-américaine.

Ainsi le CNR, créé le 27 mai 1943 sous la direction de Jean Moulin, a-t-il mis en place dès l'automne des Comités locaux et départementaux de Libération, lesquels vont naturellement se substituer aux administrations pétainistes le moment venu, il a unifié au début de l'année 1944 au sein des FFI les formations armées de la Résistance et, le 15 mars, il a publié un Programme pour *«Les Jours heureux»*, mais qui, par son "Plan d'action immédiate", définissait les moyens de lutte pour en accélérer la venue.

Et quand le général de Gaulle arrive le 25 août dans la capitale insurgée, qui avec l'aide de la 2ème DB a contraint l'occupant à la capitulation, devant Leclerc et Rol-Tanguy, les paroles historiques qu'il prononce alors – *«Paris Libéré, libéré par lui-même, libéré par son peuple, avec le concours des armées de la France...»* – ne sont pas sans faire écho à celles qu'il prononça le 18 avril 1942.

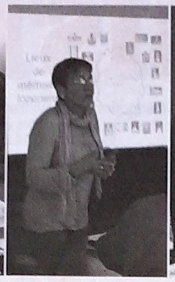
Louis CORTOT
Compagnon de la Libération

DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : Stage national - Mention "Mort pour la France".
P. 3 : Journée Nationale de la Résistance.
P. 4 et 5 : 65ème anniversaire de la Libération. Vigilance et mémoire.
P. 6 et 7 : Avis de recherche, Vie de l'association. Nos deuils.
P. 8 : Les livres.

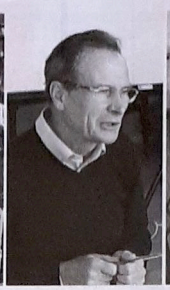
6ème STAGE NATIONAL DE FORMATION

Un cadre de travail idéal

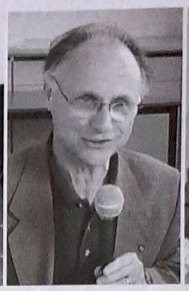


Dany Rouveyre-Vignettes

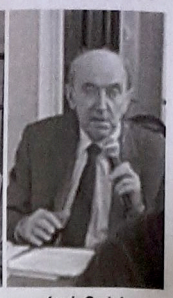
Une partie des stagiaires



Edgar Castera



Dominique Durand



Louis Cortot

Le sixième Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 22 au 24 mai dernier, lors du week-end de l'Ascension, comme les années précédentes à l'Auberge de Saint-Denis, confortable construction du XIXe siècle située au milieu d'un parc et qui offre un cadre idéal car disposant de salle de conférence, salle vidéo-TV, chambres et installations de restauration. Cet équipement municipal avait, comme les années précédentes, été mis à disposition dans les meilleures conditions par la Municipalité de Saint-Denis, à laquelle nous renouvelons notre gratitude.

Participèrent à ce stage Edgar CASTERA (Gers), Jean-Pierre CASTILLO (Pyrénées-Orientales) Robert CLAUX (Corrèze), Michel COLAS (Seine-Saint-Denis) Jean-Louis CORTOT (Paris), Edith DEYDIER (Alpes-Maritimes), Michel DOUCHET (Ardèche), Céline DUCAMP (Seine-Saint-Denis), Alain DUTHEIL (Eure), Jean-François FAVRE (Haute-Savoie), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Colette GAIDRY (Haute-Saône), Jean-Claude HERBILLON (Jura), Sadi MAZOIR (Aisne), Hélène LAFFAIT (Libé-PTT) Jean-Pierre MAHEO (Morbihan), Odile MARCOU-DURET (Corrèze), Bernard NEBLEZAT (Alpes-Maritimes), Marie-Gentille PECOUL (Bouches-du-Rhône), Jean-Paul RIFFAULT (Paris), Dany ROUVEYRE-VIGNETTES (Lozère), Jean-Marc ROUVEYRE (Lozère), Sébastien RUBINSTEIN (Alpes-Maritimes) Christiane TARDIF (Essonne), Thomas LEFEVRE (Aisne), Jacques VARIN (Paris), Marie-Françoise VAUZELLE (Haute-Vienne), La Direction de l'ANACR était représentée par Louis CORTOT.

Comme les années précédentes, l'objectif du stage était de mutualiser l'expérience acquise, notamment dans le domaine des actions menées en direction du public, de mieux connaître l'histoire de l'ANACR, d'approfondir les connaissances sur l'Histoire de la Résistance.

C'est tout logiquement par un exposé sur l'histoire de l'ANACR que s'est à nouveau ouvert le stage le vendredi matin. Jacques VARIN, remplaçant Charles FOURNIER-BOCQUET, secrétaire général de l'ANACR, que des ennuis de santé ont empêché de participer au stage, retraça - notamment à partir des exposés faits lors des stages précédents par Charles Fournier-Bocquet - les étapes de la création de l'ANACR et ses principales batailles : contre les persécutions à l'encontre de résistants, pour la défense des droits des Résistants et la levée des forclusions les frappant dans ce domaine, contre la remilitarisation de l'Allemagne faisant appel à des anciens généraux nazis, contre les résurgences du fascisme et le négationnisme, contre la suppression du caractère férié du 8 mai, pour la mémoire des combats et la transmission des valeurs de la Résistance, pour une Journée Nationale de la Résistance…

En début d'après-midi, Jacques Varin évoqua l'évolution des «Ami(e)s de la Résistance», de la décision du congrès ANACR de Sallanches en 1970 de créer une «carte d'Ami(e)» à la fondation, en avril 2003, de l'«Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR)» et à la décision du congrès de Limoges de l'ANACR d'ouvrir ses rangs aux Ami(e)s de la Résistance, ainsi qu'à celle des Secondes Assises nationales en mars 2008 de l'Association des Ami(e)s décidant de mettre un terme à son existence fin 2008. Evolution en termes de recrutement, de structuration, d'activités mais aussi en termes d'approfondissement de leur spécificité, de conception de leur rôle, aux côtés et au sein de l'ANACR.

En seconde partie d'après-midi, Dany ROUVEYRE-VIGNETTES, présidente-déléguée du Comité départemental ANACR de Lozère, après avoir présenté le département, certes le moins peuplé de France mais dont le cadre géographique permit l'implantation de maquis, et fait l'historique de l'ANACR départementale, en présenta le travail de mémoire contemporain. S'appuyant sur des éléments visuels grâce à un vidéoprojecteur, elle en développa ses différents aspects : en premier lieu les étapes – conception, recherches, travail de rédaction, financement… – de la réalisation d'un CD-Rom sur la Résistance en Lozère qui – souligna-t-elle - a été, au-delà de son intérêt pédagogique, structurante pour l'Association. Puis elle retraça la bataille de mémoire autour d'un site historique, celui du maquis-école de la Picharderie dont la destruction du bâtiment n'a pu être empêchée mais qui, grâce notamment au concours de la direction départementale de l'ONAC, va être au centre d'un parcours de mémoire. D'autres aspects furent abordés, du fléchage de mémoire dans le Parc régional aux interventions dans les lycées et collèges, de la participation au Concours aux initiatives liées à la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai.

La journée de samedi commença par un exposé de Jacques Varin consacré au Front National clandestin : les circonstances de sa création, sa structuration dans les deux zones, sa presse clandestine, son pluralisme, ses dirigeants, ses orientations, ses relations avec les FTPF et - originalité par rapports aux autres mouvements de Résistance – son organisation sur une base sociologique et professionnelle : Front National des Intellectuels, Front National des Juristes, Front National de la Jeunesse, front National de la Police, Front National du Spectacle, Comité National des Écrivains, etc.

Puis, en seconde partie de matinée, Egard CASTERA, coprésident de l'ANACR du Gers, à partir de l'exemple de son département et faisant lui aussi appel à des documents projetés sur écran, a explicité toutes les étapes de la réalisation et de l'utilisation d'une exposition : choix du thème, message que l'on veut faire passer, publics visés, supports et charte graphique, concours sollicités, humains et financiers, établissement d'un budget, mise en place, inauguration, communication (presse, radios locales, affiches, etc.), implication des adhérents…

En début d'après-midi, Dominique DURAND, Président-délégué de l'Association Française Buchenwald-Dora et Kommandos, développa, en s'appuyant notamment sur le témoignage de son père, Pierre Durand, qui fut déporté à Buchenwald et Dora, le thème assez méconnu de la Résistance dans les camps de concentration. Furent abordées la délicate question de la «zone grise», à savoir les rapports obligés avec l'administration allemande du camp, les rapports entre les diverses nationalités, etc.

En seconde partie d'après-midi, Jacques Varin a retracé le cheminement parfois difficile qui conduisit les Partis, mouvements et syndicats de la Résistance à réaliser – grâce à l'action inlassable de Jean Moulin – leur unité au sein du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943, ainsi que le processus qui aboutit le 15 mars 1944 à la publication du Programme du C.N.R.

En soirée, le Téléfilm «93 rue Lauriston», réalisée par Denys Granier-Deferre, permit d'aborder le rôle de la Gestapo en France et plus particulièrement celui – sinistre et abject - de ce qu'on a appelé la «Gestapo française», alias la «Carlingue» ou la «bande Bonny-Laffont».

Dimanche matin, Robert CHAMBEIRON n'ayant pu être présent comme les années précédentes, c'est Louis CORTOT, Président de l'ANACR et Compagnon de la Libération, qui a clôturé le stage par un savant exposé sur les différentes étapes qui ont affirmé la France Libre, et la prééminence de de Gaulle sur Giraud grâce à l'appui de la Résistance intérieure. Et ce fut l'heure du bilan fait en commun, dont la conclusion positive est un encouragement à préparer le stage 2009…

En fin de matinée, les stagiaires se rendirent déposer une gerbe à la Stèle de Jean Moulin, devant laquelle Louis Cortot, en présence de M. Didier Paillard, maire de Saint-Denis, retraça le rôle de celui qui fut l'unificateur de la Résistance, puis tous se rendirent sur la sépulture d'Auguste Gillot, membre du Conseil National de la Résistance et ancien maire de Saint-Denis, dont Michel Colas, président départemental de l'ANACR, évoqua la mémoire.

Quant au repas de clôture, ce fut cette année encore un moment fort d'une amitié que ces trois jours passés ensemble avaient nouée et approfondie.

L'ANACR EN DEUIL

ROGER LESCURE

Suite de la page 1)

…Ayant rejoint la Corrèze où il a repris le combat, il est envoyé fin octobre 1943 en Dordogne pour y organiser et diriger jusqu'en février 1944 l'Ecole interrégionale des cadres du maquis à Faulac, école qui subira l'attaque de la Milice en janvier 1944.

Début 1944, Roger Lescure – «Murat» - est nommé Commissaire aux Opérations Régional pour la Dordogne puis, à partir du 6 avril, Commissaire aux Opération Interrégional pour la R5, avec le grade de lieutenant-colonel, et est nommé à l'état-major FFI de la R5.

Après avoir participé à la libération de la ville d'Egletons, en Corrèze, il est, après celle du département et de la Région, nommé chef du bataillon de sécurité de la Région FFI. Ayant aidé à la création du 134ème R.I., composé d'anciens maquisards de la R5, il en sera le commandant en second. Il sera démobilisé en 1946 après avoir été en occupation en Allemagne.

Fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, Roger Lescure était Commandeur de la Légion d'Honneur, Médaillé de la Résistance avec rosette, Croix de Combattant Volontaire 39/45.

Longtemps Président de l'ANACR de Corrèze, Roger Lescure était entré au Conseil National de l'ANACR au congrès de Toulouse en 1966, au Bureau National au congrès du Havre en 1974. En 2006, au congrès de Limoges, il devenait membre du Comité d'Honneur national.

Avec Roger Lescure disparaît l'une des grandes figures de la Résistance, l'un de ceux qui firent de l'ANACR la grande association pluraliste de Résistant(e)s. Nous perdons un camarade qui était un ami.

A PROPOS DE LA MENTION : «MORT POUR LA FRANCE»

C'est la loi du 2 juillet 1915 qui a créé la mention « Mort pour la France », à apposer sur les registres d'état-civil, en marge des actes de décès de ceux qui furent tués à la guerre « afin que l'état-civil enregistre à l'honneur du nom de celui qui a donné sa vie pour le pays un titre clair et impérissable à la gratitude et au respect de tous les Français ». Avant la guerre de 1914-1918, cette mention n'existait pas et la loi de 1915 a été actualisée, complétée, depuis la seconde Guerre mondiale, par l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 22 août 1950, celle du 3 avril 1955 et, pour ce qui concerne la guerre d'Algérie, l'ordonnance du 16 juillet 1962.

Tous ces textes sont codifiés en les articles L. 488 et suivants du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre et ne posent pas de problème dans la grande majorité des cas, y compris pour les combattants de la Résistance, dès lors que le « 6° » de l'art L.488 inclut « toute personne décédée en combattant pour la libération de la France ou en accomplissant des actes de résistance » ainsi que le « 7° » relatif à « toute personne exécutée à la suite d'une condamnation résultant de mesures d'exception prises pour l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français…» et qu'en outre l'art. L 492 bis permet de décerner un diplôme d'honneur «aux FFL ou FFC ou FFI et aux membres de la Résistance dont l'acte de décès porte la mention « Mort pour la France ».

Cas litigieux voire scandaleux

Cependant, la 9e catégorie incluse dans l'art. L.488 du Code concerne «Toute personne décédée à la suite d'actes de violence constituant une suite directe de faits de guerre».

Compte tenu de ce paragraphe, des attributions que les résistants et des observateurs impartiaux ont jugé scandaleuses ont été délivrées à des «collaborateurs» de l'occupant.

C'est ainsi que la famille d'un maire d'une commune du centre de la France, sous l'autorité du gouvernement de Vichy, exécuté par une unité de la Résistance a obtenu la mention en cause pour ce notable.

C'est ainsi qu'un certain nombre de membres de la Milice de triste mémoire mis hors d'état de nuire par des résistants l'ont obtenue.

Nous avons eu connaissance, assez récemment d'une affaire concernant un homme qui aurait servi, auprès de la Gestapo d'interprète, d'intermédiaire ou d'intercesseur, notamment en raison de sa connaissance de la langue allemande. Il avait été condamné à mort et exécuté à Cahors dans les tous premiers jours de la Libération.

Le jugement le concernant avait été validé le 18 novembre 1944 par le Tribunal Militaire. Ce jugement a été cassé, pour vice de forme et annulé sans renvoi par arrêt de la Cour de Cassation en 1947.

Le fils de la personne en cause a obtenu que la mention « Mort pour la France » lui soit attribuée…en janvier 2009.

Une mention… très large

Quand on examine chacune de ces affaires, on peut ressentir un sentiment d'indignation en pensant à nos camarades fusillés, torturés, déportés, victimes de l'occupant et de ceux qui se déshonorèrent en se mettant à son service.

Du point de vue du Droit, il faut analyser les textes qui ont force de loi et qui régissent les conditions d'attribution de la mention « Mort pour la France ».

Et alors, on s'aperçoit qu'en définitive ces conditions sont multiples et très larges en ce qui concerne leur application. Ce qui n'était pas le cas…en 1915.

Ainsi, le «10°», inclut «tout militaire décédé…après avoir été incorporé de force ou après s'être engagé sous l'empire de la contrainte ou la menace de représailles dans les armées ennemies » ;

Il s'agit donc bien là d'une question douloureuse que nous devons aborder, non sans réagir, mais avec sang-froid.

Jacques Weiller

GUERRE DES ONDES, LIBERATION DES ONDES...

Lorsqu'éclate la seconde Guerre mondiale, un facteur a pris de l'importance par rapport au précédent conflit: la radio.[1] Non seulement dans le domaine des communications militaires, mais aussi sur les plans de l'information, de la désinformation et de la propagande: on sait le rôle que la radio a joué, sous l'égide de Goebbels, dans l'affirmation de l'emprise hitlérienne sur l'Allemagne après l'accession d'Hitler au pouvoir, en janvier 1933. Elle a même fourni, le 31 août 1939, sous couvert d'une – fausse – attaque « polonaise » contre l'émetteur régional allemand de Gleiwitz en Silésie, le prétexte de l'agression nazie contre la Pologne…

La guerre déclarée, la radio va être mobilisée par les belligérants et, là où - comme en France – elle jouissait d'une liberté d'expression, elle est soumise à la censure, en premier lieu en ce qui concerne les opérations militaires; les postes d'Etat relayant plus généralement la politique gouvernementale. Ainsi, en France, la censure de toutes les émissions – des postes d'Etat (3 nationaux et 11 régionaux) [2] ou privés (12 stations) - est mise en place, dès la fin août 1939, sous la responsabilité du Commissaire général à l'Information, l'écrivain Jean Giraudoux.[3]

Par ailleurs, de manière ouverte sur les antennes officielles, ou par l'intermédiaire de « postes noirs » (se présentant comme étant des postes clandestins émettant du sol ennemi et émanant d'opposants politiques), les adversaires vont développer une action de propagande - voire de désinformation - en direction des populations de l'adversaire. C'est particulièrement le cas de l'Allemagne nazie [4] avec les émissions en langue française de Radio-Stuttgart, dans lesquelles officie le traître Paul Ferdonnet, [5] et - entre début septembre 1939 et le 25 juin 1940 – avec les « postes noirs » francophones « *Réveil de la France* », « *Radio-Humanité* » et « *La Voix de la Paix* » ; ces deux derniers se présentant faussement l'un comme communiste [6] et l'autre comme pacifiste, afin de tenter de semer la confusion dans l'opinion publique française.[7] De son côté, la France met en service à l'automne 1939, en direction des populations allemande et autrichienne, deux « postes noirs » en langue allemande: « *Deustcher Freiheitssender* » et « *Österreichsischer Freiheitssender* ».[8]

L'avancée allemande à l'ouest, consécutive à l'offensive du 10 mai 1940, va modifier durablement le paysage radiophonique: en premier lieu, pour éviter que leurs installations ne tombent entre les mains de l'ennemi, plusieurs émetteurs français vont être détruits, ou démontés pour être évacués vers le sud; d'autres ne pourront l'être à temps. La première station à se saborder est *Radio-Lille* (qui, pendant quelques jours, a abrité la radio d'Etat belge repliée [9]), dont l'émetteur de Camphin est saboté le 18 mai 1940, afin de le rendre inutilisable par l'ennemi; le 6 juin, l'émetteur de la tour Eiffel est à son tour détruit afin que les Allemands qui s'approchent de Paris ne puissent l'utiliser et, le 10, le personnel est évacué à Bordeaux où les programmes reprennent. A Fécamp, l'ancien émetteur de « *Radio-Normandie* » [10] est détruit à temps le 10 juin, tandis qu'à contrario son nouvel émetteur de Louvetot et ses nouveaux studios de Caudebec vont tomber intacts aux mains des Allemands. Après une dernière émission se terminant par *la Marseillaise* diffusée le 14 juin en soirée, les troupes françaises font sauter, le lendemain, l'émetteur de « *Radio-Strasbourg* » [11] à Brumath…

Et c'est par la radio – en l'occurrence par la station « *Bordeaux-Lafayette* » – que Pétain va sinistrement annoncer le 17 juin 1940 « *qu'il faut cesser le combat* » et qu'il demande l'armistice; lequel, intervenu le 22 juin, a pour corollaire de faire passer sous le contrôle de l'envahisseur plusieurs nouveaux émetteurs, tels ceux de « *Radio-Bretagne* », à Thourie et Rennes-Alma…, et de « *Bordeaux-Lafayette* », puisque la ville va être située en zone occupée.

Il va surtout assurer le contrôle allemand – direct ou indirect – sur l'ensemble de la radio en France: en premier lieu, l'article 14 de la Convention d'armistice franco-allemand du 22 juin stipule que « *tous les postes émetteurs de TSF se trouvant en territoire français doivent cesser sur le champ leurs émissions. La reprise des transmissions dans la partie du territoire non occupée sera soumise à une réglementation spéciale* ». Ainsi, du 25 juin à 0h 30 au 5 juillet 1940, il n'y a plus de station de radio émettant en France…

« RADIO-PARIS MENT… »

La reprise des émissions va se faire à partir du 6 juillet en zone non-occupée, d'abord à partir du Casino de Vichy, par la radio d'Etat « *Radio Nationale* », qui va être l'émanation directe du régime pétainiste qui se met en place; les stations régionales perdant toute autonomie.[12] Quant aux stations privées, autorisées à réémettre à partir du printemps 1941, elles sont aussi étroitement sous contrôle.

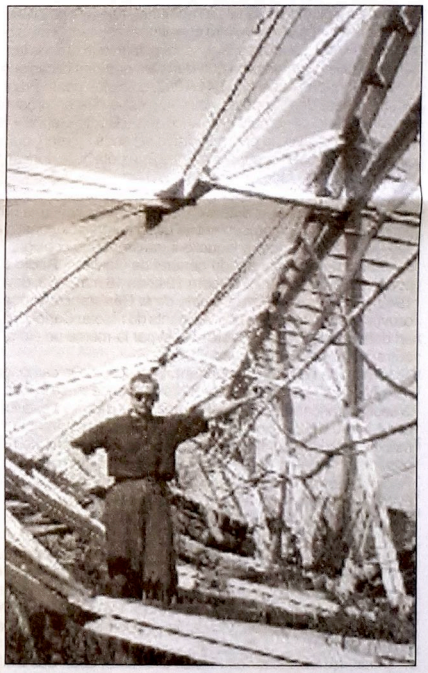
La « *Radio Nationale* » pétainiste – qui fera en permanence l'apologie du Maréchal, de sa « Révolution nationale » et de la collaboration – perdra, au lendemain de l'invasion de la zone sud le 11 novembre 1942, la faible marge de manœuvre qu'elle pouvait avoir par rapport aux exigences allemandes. D'autant plus qu'en 1943 tous ses services opérationnels seront regroupés à… Paris.

En zone occupée, les Allemands ont rapidement réparé ou remis en service les émetteurs endommagés ou détruits – tel celui d'Allouis (Cher). A partir du 18 juillet 1940, ils ne vont autoriser qu'une seule station, [13] « *Radio-Paris* », qui porte le même nom qu'une station privée d'avant-guerre mais qui - installée dans les anciens locaux du « *Poste Parisien* » aux Champs-Elysées - est une création directe des services de propagande nazis, la « Propaganda Abteilung Frankreich » : « *Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* » pourra en 1943 fredonner sur l'air de la « *Cucaracha* » Pierre Dac, sur les ondes de *Radio-Londres*. « *Radio-Paris* » nazi, après des débuts très « musicaux » (Tino Rossi, Maurice Chevalier s'y produisirent…), va vite se révéler antisémite, antibolchevique, anti-anglo-saxonne et - bien sûr - anti-résistante.

Le directeur de la station est un Allemand mais, hélas, il va pouvoir compter sur le concours de Français collaborateurs. Tel, à partir de janvier 1942 le journaliste Jean Hérold-Paquis [14]- qui appellera à détruire l'Angleterre comme le fut Carthage…- ou, à partir de février 1942, pour deux chroniques quotidiennes, Philippe Henriot.[15]

Parallèlement à la mise en place de leur appareil de propagande, tant l'occupant que le régime pétainiste vont tenter d'empêcher l'accès à d'autres sources d'information. Dès le 24 juin 1940, les Allemands ont placardé en Bretagne des affiches menaçant de punition ceux qui écouteraient la BBC. Edictée le 13 août 1941, l'interdiction faite aux Juifs de posséder un récepteur de radio est l'une des mesures antisémites du gouvernement pétainiste… En octobre suivant, ce même gouvernement interdit « *d'écouter les émissions des postes britanniques se livrant à une propagande antinationale dans tous les lieux publics et privés* ». En zone non occupée, une ordonnance nazie du 23 mars 1942 interdit de former des techniciens radio. Le 1er octobre 1942, un décret pétainiste interdit la fabrication de postes et pièces détachées de TSF; en mars 1943, leur vente est aussi interdite… [16] Quant au brouillage de la BBC, il s'est perfectionné et est associé dans les mémoires au son d'une boite à musique d'enfant, tendant notamment à rendre inaudibles les « messages personnels » codés à destination des Résistants.

Lesquels vont mener plusieurs actions contre les appareils de propagande nazi et pétainiste, et ceux qui les servent. Ainsi, à plusieurs reprises, le puissant émetteur d'Allouis (500 kw) [17] sera réduit au silence: le 10 mai 1942, le dynamitage des haubans des antennes par deux parachutistes FFL[18] entraine la chute de deux des quatre pylônes et, en mai 1943, à quelques km d'Allouis, le FTP Roger Melnick [19] coupe et enlève un morceau du câble reliant l'émetteur aux studios parisiens de « *Radio-Paris* », qui devient muet pendant quelques jours… Quant à Philippe Henriot, nommé le 6 janvier 1944 secrétaire d'Etat à l'Information et à Propagande du Gouvernement pétainiste, il est abattu, le 28 juin 1944, dans son appartement parisien du ministère de l'Information par un groupe de Résistants.



Pylône de l'émetteur d'Allouis détruit en mai 1942

---

[1] *En 1940, on estime à entre 5 et 6 millions le nombre de récepteurs en France, pour une population de 42 millions d'habitants.*

[2] *Il y a aussi un poste d'Etat à vocation internationale émettant en 20 langues : «Paris-Mondial» (20 kw, 15 fréquences) qui, transféré de Pontoise aux Essarts-le-Roi, a pris le 2 mars 1938 la suite du «Poste colonial».*

[3] *Le 6 décembre 1938, dans le contexte de menace de guerre, avait été créé le poste de «Chef du service de contrôle de la radio» au sein du secrétariat général de la Présidence du Conseil des ministres.*

[4] *L'Italie fasciste met elle aussi en place en 1938 un «poste noir», «Radio Corse-libre», irrédentiste. Par ailleurs, utilisant l'émetteur de «Radio-Bari» qui, conjointement à «Radio-Tripoli» sous contrôle italien, diffuse ouvertement des émissions vers la Tunisie, qu'elle revendique ; ce qui conduit la France a créer, sous la direction du poète Philippe Soupault, «Radio-Tunis». L'Italie va mettre en œuvre un autre «poste noir» dirigé vers la Syrie, alors sous mandat français.*

[5] *Paul Ferdonnet, militant de l'Action française, devient en 1927 correspondant à Berlin de La Liberté, puis en 1928 du Groupe de La Presse régionale. Favorable au 3ème Reich il crée en 1934 à Paris, puis à Berlin, l'agence de presse Prima-Prima Dienst. Resté en Allemagne à la déclaration de la guerre, il travaille pour le service étranger de la Reichsrundfunk (radiodiffusion du Reich) et est en charge à «Radio-Stuttgart» d'émissions de propagande en français, qui ont pour objectif de démoraliser les troupes françaises et de faire l'apologie du nazisme. Ferdonnet - surnommé le "traître de Stuttgart" - est condamné à mort par contumace le 27 janvier 1940. Arrêté à la fin de la guerre, sa condamnation est confirmée le 11 juillet 1945 et il est fusillé le 4 août suivant.*

[6] *Les nazis récidiveront à partir du 18 mai… 1943, avec le «poste noir» «La Lutte sociale» qui, empruntant le nom de l'hebdomadaire communiste algérien afin de se présenter faussement comme «communiste», émettra depuis Paris en français, arabe et kabyle à destination de l'Afrique du Nord.*

[7] *Pendant la «Drôle de guerre» et l'offensive de la Wehrmacht à l'Ouest, les Allemands mettent en service un autre «poste noir», émettant de Leipzig, la «Voix de la Bretagne», qui annoncera - en français et en breton, la «libération» prochaine de la région. Un autre encore, «Camarade Nord» émettra durant la même période depuis Koblenz vers le Nord de la France…*

[8] *Le poste «autrichien» utilise notamment l'émetteur de «Radio-Fécamp.»*

[9] *Du 19 mai au 10 juin 1940, «Radio Vrij Nederland», la radio néerlandaise, elle aussi repliée en France, émettra depuis «Paris-Mondial» et «Paris-PTT».*

[10] *En coopération avec le quotidien «Paris-soir», «Radio-Normandie» diffuse un programme d'informations «Radio-Normandie/Paris-soir» animé par une équipe comprenant Marie-Madeleine Méric (Fourcade).*

[11] *Le personnel administratif et de rédaction de «Radio-Strasbourg» avait été évacué dès septembre 1939 sur Paris, seuls des techniciens étaient restés sur place. Le repli se poursuivra sur Bordeaux puis Toulouse. Une partie de l'équipe rejoignant ensuite Alger où, après novembre 1942, elle animera des émissions en alsacien.*

[12] *A partir d'août 1941, le Gouvernement pétainiste obtiendra des Allemands la possibilité d'utiliser l'émetteur d'Allouis qu'ils contrôlent pour les émissions de la «Voix de la France», station à vocation internationale. Et, en septembre 1941, les Allemands autorisent l'utilisation par «Radio-Nationale» de studios parisiens reliés par PTT avec Vichy.*

Par la suite, à partir du 3 janvier 1943, une autre station pétainiste – «La France fidèle» – émettra en français et en arabe à destination de l'Afrique du Nord où les Alliés ont débarqué en novembre 1942 ; et, d'avril au 26 août 1944, sous l'égide du ministère pétainiste de l'Information d'Henriot, émettant en arabe et en berbère sur ondes courtes, la station «La France musulmane» sera censée contrer «Radio-Alger» libéré.

Notons aussi la tentative, de juin 1941 à avril 1942, en utilisant l'émetteur de «Radio-Toulouse» sur une fréquence différente du poste officiel, de crédibiliser un «poste noir» pétainiste, «Radio-Révolution» se présentant comme clandestin, «patriote», mais surtout… antigaulliste et anti-anglais.

[13] *En fait, il y aura une – seule - autre station en région de zone occupée : Radio Rennes-Bretagne, relayant les émissions de «Radio-Paris» mais ayant aussi, à partir du 1er novembre 1940, des programmes spécifiques - notamment en langue bretonne - confiés aux indépendantistes pro-nazis tels Roparz Hemon (Louis Nemo). Il faut aussi noter la remise en route - pour les besoins de la propagande allemande vers l'étranger - du Poste international, sous le nom de «Radio-Paris-Mondiale», et, à partir du 1er février 1944, la mise en service par l'occupant de «l'Information permanente», station diffusant, depuis la Tour Eiffel toutes les 15 mn, un bulletin d'informations.*

[14] *A la Libération, Jean Hérold-Paquis, ancien speaker de la radio franquiste de Saragosse lors de la Guerre d'Espagne, membre du Comité d'«Honneur» de la Waffen-SS , se réfugiera en Allemagne où il continuera à officier sur les ondes du poste doriotiste «Radio-Patrie». Capturé le 8 Juillet 1945, condamné à mort le 17 septembre, il sera fusillé le 18 octobre.*

[15] *Philippe Henriot, venu de la droite catholique, se rallie en 1940 à Pétain. Apôtre de la collaboration, il rejoindra la Milice. Editorialiste de «Radio-Paris» nazi, il y vitupère contre la Résistance et les émissions françaises de Radio-Londres, tout particulièrement contre Pierre Dac et Maurice Schumann.*

[16] *En mars 1944, l'occupant, dans la crainte du débarquement, ordonne que lui soient livrés tous les récepteurs de radio des départements limitrophes de la Manche : 90 000 le seront pour la seule Seine-Inférieure, 140 000 en Normandie…*

[17] *Conjointement à celui de Rueil-Malmaison (ex-Radio 37), il servit aussi aux Allemands pour le brouillage de Radio-Londres .*

[18] *Ils réussiront à retourner en Angleterre par l'Espagne.*

[19] *Hélas, arrêté en novembre suivant, il sera condamné à mort.*

Suite pages 4-5

1944-2009 : 65e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DE LA FRANCE

Peu avant le 6 juin dernier, un appel téléphonique du Ministère parvint au siège de l'ANACR : «Le Président Chambeiron serait-il en mesure de participer à la cérémonie organisée en Basse-Normandie pour célébrer le 65ème anniversaire du débarquement du 6 juin 1944 ?

- «Nous allons le consulter et vous informer de sa réponse. Si celle-ci était négative, pourrait-il éventuellement se faire remplacer ?». La réponse immédiate tint en un mot : **«Non !»**.

Stupéfaction : lors des cérémonies organisées pour les grands anniversaires en ces hauts lieux de la Seconde Guerre Mondiale et de la délivrance de la France, l'ANACR eut traditionnellement, comme les autres associations de Résistants, Combattants et Déportés de... 10 à 12 invités ; qu'elle désignait évidemment elle-même. Approuvant chaudement les efforts faits dans la région pour faire participer à ces cérémonies de très nombreux jeunes – ce qui est le moins pour une association ayant rassemblé en son sein plus de 10.000 de ses adhérents nés quelquefois longtemps après la fin de la guerre – l'ANACR ne pouvait que douloureusement ressentir une telle mise à l'écart de fait.

Certains des Résistants ainsi écartés se posèrent une première question : les cérémonies ayant jusqu'à présent, depuis 1984, commémoré un anniversaire multiple de 10, pourquoi celui-ci, multiple de 5 ? Peut-être par crainte que trop peu d'acteurs de cette date hautement historique soient alors encore en vie dans cinq ans ? Peut-être parce que le Président de la République ne peut-être certain de l'être encore en 2014 ?

Question peut-être secondaire, mais cette éviction de fait des cérémonies de Colleville, qui nous toucha, ne fut guère connue que *du Ministère* et de nous, tandis que toute la France, manifestement incrédule puis stupéfaite, sut que n'était pas non plus invitée, seule des chefs d'Etat dont le pays est lié au souvenir du 6 juin 1944, la Reine Elisabeth II d'Angleterre. Quelque officiel aurait-il apprécié comme négligeable le rôle du Royaume-Uni de Grande-Bretagne dans le débarquement et la Victoire ? Et le comportement de l'actuelle reine ? Aurait-on oublié que, restée à Londres pendant tous les bombardements hitlériens, avec toute sa famille, le Roi en tête, la Princesse Elisabeth avait, dès l'âge requis, contracté un engagement dans les forces militaires de Grande-Bretagne ? Beaucoup se rappellent un court métrage que vit toute la France libérée : Elisabeth *servant* une pièce de DCA dans Londres bombardée par les Armes V, puis devenant ambulancière militaire ? Et ne serait-elle pas Chef d'Etat ? A ce titre, les observateurs avertis qui suivirent à la télévision - puisque non conviés sur le terrain - la cérémonie, se félicitèrent que lui soit accordé quelque chose qui, probablement passé inaperçu de certains personnages nous apparut comme une modeste mais digne réparation. Les hymnes nationaux des Etats représentés furent chantés par les « Chœurs de l'Armée Française ». L'hymne britannique est : «God Save the King» (le Roi), quand le personnage régnant est un homme. Quant il s'agit d'une femme, un mot change : «God Save the Queen», (Dieu sauve la Reine). A notre satisfaction – pourquoi le taire ? – le chœur attaqua *l'hymne actuellement légal*, le deuxième, celui qui s'adresse à la Reine.

La direction suprême britannique *ne nous concerne pas*. Mais *le respect qui lui est dû nous touche suffisamment* pour que nous félicitions le Chœur de l'Armée Française et ses responsables.

LA PART FRANÇAISE DU 6 JUIN

Si nous croyons devoir résumer en ce journal la part française prise aux opérations du 6 juin, c'est qu'elle ne fut guère présente dans les rappels historiques du jour, alors que la France qui avait repris une place dans le combat pour la liberté, avec ses Forces Françaises Libres, hors du territoire national, et avec sa Résistance sur ce territoire même, joua un rôle certes inférieur aux forces britanniques et américaines, mais qui eut été impensable en 1940. Pourquoi ne cite-t-on rituellement que le commando Kieffer, héroïque entre tous et dont le souvenir nous est profondément cher ? Mais pourquoi sommes-nous seuls à rappeler que son commando vint à bout, avec un minimum de pertes, du casino de Riva-Bella parce qu'un sergent FFI, le « père Lefebvre», ancien de 14-18, habitant tout près, avait suivi la transformation de ce casino en bunker et sut signaler aux FLF angles morts et pans de murs non bétonnés, défilements abrités...

Pourquoi ne dit-on pas que dans la flotte qui apparut le 6 juin au matin dans les jumelles des guetteurs nazis figuraient deux croiseurs de 7700 tonnes plus le Duquesne, ravitailleur, un torpilleur, 4 frégates, 4 corvettes, une flottille de vedettes rapides et un commando de fusiliers marins ?

Pourquoi ne dit-on aussi pas que dans l'aviation alliée se trouvaient 5 groupes de chasse français et deux de bombardement ? Pourquoi ne mentionne-t'on pas la participation du pilote Maridor, chasseur redoutable qui juste après le débarquement se lança dans la chasse... *aux V1*, dont Hitler voulut se servir justement contre le débarquement et son renforcement en troupes et matériels ? Maridor n'attaqua pas les V1 avec ses armes de bord, mais eut l'audace de les repérer, de se porter sur leurs trajectoires, de se rapprocher aile contre aile et de faire basculer des V1 en mer. Il y perdit hélas la vie et ne gagna post mortem l'admiration que « des spécialistes » de l'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale et de ses débarquements libérateurs.

ET LA RESISTANCE ?

ET LA RESISTANCE pendant le déploiement des forces alliées sur nos côtes normandes ? La première chose à dire, sans s'aventurer dans une évocation chiffrée, c'est que depuis un temps respectable se livrait à une collecte précieuse, indispensable, de renseignements, un nombre difficile à évaluer de membres de réseaux britanniques, évidemment, mais aussi *de réseaux français*, agents du B.C.R.A. Ils méritent citation. Quant à la Résistance régionale, notamment formations paramilitaires, appartenant en gros à l'ensemble des grandes formations constituant les FFI, elle fut sérieuse et active. Qu'on en juge par l'exemple du Calvados, dont le responsable essentiel de l'activité militaire fut le Commandant Veto. Le 6 juin au matin (il n'était guère en retard !) avec un groupe de 3, ce patriote fit sauter à Saint-Martin-de-Tallevende, trois véhicules lourds allemands avec 11 tonnes de munitions. Le 7 juin, le détachement «Guillaume le Conquérant », essentiellement formé d'habitants de cette région constituée d'un invraisemblable lacis de menus cours d'eaux et que l'on appelle couramment «le Marais de Varaville», a sauvé, souvent sous le feu allemand, nombre de membres d'un détachement de parachutistes américains largués la veille, par erreur, hors de la zone prévue. Et notons encore (il nous faut malheureusement choisir entre les actions) le passage vers la tête de pont alliée de 23 aviateurs abattus le 6 juin et pendant les quelques jours qui suivirent. *Le 28 juin, ces 23 retrouvaient leurs formations* dans la tête de pont alliée.

Et ce ne sont là que quelques exemples. Puissions-nous un jour évoquer en détail le drame et les victoires du maquis dans les localités de Glos, d'Orbec, Vire...

Mais en fait ce n'est pas seulement la Résistance du Calvados, de la Manche et des départements voisins qu'il faut évoquer à propos du débarquement du 6 juin, mais on peut dire **la totalité de la Résistance Française**. Aucune de ces formations, maquis ou détachements de ville, n'eut besoin de savoir qu'un plan allié prévoyait la coupure des lignes de chemin de fer : «le plan **vert**»[1]. C'était l'évidence même, aveuglante, *il fallait à tout prix empêcher l'arrivée sur la tête de pont, de renforts allemands* provenant de quantités de régions françaises et même prélevés sur le front de l'Est, comme le prouvaient de récentes arrivées dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Maquisards de Gacé (Orne).

Le rôle de cette Résistance totalement, vigoureusement, lancée dans l'action décisive ? Nous avons souvent cité l'appréciation – le verdict ! - du chef d'Etat-Major Général des Armées Américaines, (Europe et Pacifique) le Général Marshall, qui, au cours d'une conférence de presse donnée *à Paris* le 19 mars 1946 déclara «***La Résistance a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle, qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands et en empêchant le regroupement des divisions ennemies à l'intérieur, a assuré le succès de nos débarquements. Sans vos troupes du maquis, tout était compromis***».

(1) *C'est à la demande du Special Operations Executive (S.O.E.) Britannique que le Bureau Central de Renseignement et d'Action (B.C.R.A.) élabora les Plans «Vert», de coupure des voies de chemin de fer, «Bleu» de sabotage du réseau d'électricité et «Violet» de sabotage du réseau PTT.*

Des Français parmi les troupes libératrices du "Jour J"

LES FRANÇAIS DU JOUR «J»

LE COMMANDO KIEFFER

1er bataillon de fusiliers-marins commandos français constitué par le capitaine de corvette Philippe Kieffer, il est intégré au commando n° 4 franco-britannique du colonel Dawson, de la 1re Special Service Brigade du général Lovat. Le 6 juin, les 177 hommes du 1er B.F.M. reçoivent la mission de s'emparer du gros blockhaus érigé sur l'ancien casino de Riva-Bella, flanqué d'un fossé antichar et hérissé de canons et de mitrailleuses, qui servait de poste de direction de tir. Les Français débarquèrent en deux groupes sur la plage de Sword sous le feu de l'ennemi à 7 h 31, alors que la mer était à mi-marée, à La Brèche, lieu-dit de la commune de Colleville. L'assaut s'acheva vers 11h15 après que Kieffer, parti chercher un appui blindé soit revenu avec un char qui réduisit au silence la position ennemie avant qu'elle ne soit nettoyée par les commandos. Dès le premier quart d'heure de l'affrontement, 4 officiers avaient été blessés - dont le commandant Kieffer - et 30 hommes tués ou blessés. Vers 12 h 30, les survivants, rassemblés pour rejoindre les parachutistes de la 6e Division aéroportée britannique à Bénouville, reçurent mission de tenir conjointement ces derniers deux ponts et une écluse pour empêcher les Allemands d'envoyer des renforts à l'ouest de l'Orne. Dans l'après-midi, les commandos franchirent l'Orne au pont de Bénouville ("Pegasus Bridge"), pour prendre position vers 20 h à Amfréville.

LES S.A.S.

Formés primitivement en Egypte fin 1941 pour mener des opérations dans le désert, les commandos britanniques du Special Air Service vont être ensuite déployés en 1943 en Italie. Début 1944, une brigade S.A.S. est formée en Grande-Bretagne dans la perspective du débarquement sur les côtes de France, composée de quatre régiments dont deux de Français libres.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, deux groupes de l'un de ces deux régiments de Français, qui deviendra le 2e chasseurs parachutistes, commandés par le colonel Bourgoin (alias Le Manchot), sont largués près de Saint-Marcel dans le Morbihan (opération Dixon) et dans le secteur de la Forêt de Duault au sud de Guingamp (opération Samwest), pour appuyer la mobilisation des maquis bretons auxquels est assignée une mission de fixation des troupes d'occupation et d'empêcher l'envoi de renforts allemands vers le Front de Normandie. D'autres «sticks» de 3 à 5 hommes furent largués dans la nuit du 6 au 7 juin, puis les 9 et 17 juin. Le secteur de Duault sera attaqué par les troupes nazies les 11 et 12 juin, celui de Saint-Marcel le 18 juin. Sur les 45 officiers parachutés du régiment, 23 seront tués.

LES FORCES AERIENNES FRANÇAISES

Le groupe de bombardiers légers Lorraine 1/20 des Forces Aériennes Françaises libres tendit un rideau fumigène pour gêner les défenseurs allemands d'Omaha Beach, tandis que les bombardiers lourds des groupes Touraine et Tunisie, les escadrilles de chasse Alsace, Ile-de-France, Cigognes et Berry, prirent part directement aux attaques contre les défenses ennemies. Parti à l'aube du *Jour J* avec le groupe Lorraine, le «Boston» de l'équipage Boissieux-Canut-Henson ne rentra jamais de mission.

LES FORCES NAVALES FRANÇAISES

Le 6 juin, plusieurs bâtiments des Forces Navales Françaises Libres participèrent à l'«Opération Neptune», volet maritime d'«Overlord». Ainsi à Juno Beach le contre-torpilleur *La Combattante* tira sur batteries et blockhaus de Courseulles tandis que la frégate *La Découverte* et la corvette *Commandant-d'Estienne-d'Orves* escortaient des convois canadiens. Au large de Gold Beach, la frégate *La Surprise* protégea les opérations anglaises. Face à Utah Beach, les corvettes *L'Aconit* et *La Renoncule* assurèrent la protection anti-sous-marine. A Omaha Beach les frégates *Escarmouche*, *Aventure* et la corvette *Roselys* accompagnèrent les convois américains du 5e C.A. américain U.S. Très loin dans la Manche, huit vedettes rapides françaises de la 23e flottille de MTB patrouillèrent sans relâche. Et, venus le 3 juin d'un port irlandais, les deux croiseurs de 7 500 tonnes, *Georges-Leygues* et *Montcalm*, avec leur ravitailleur de 10 000 tonnes, le croiseur *Duquesne*, aux ordres de l'amiral Jaujard, participèrent au bombardement des défenses de la zone d'Omaha.

LES MAQUIS

Existant de manière permanente parfois depuis plusieurs mois ou se mobilisant à la réception des messages de la B.B.C. annonçant son imminence – en premier lieu «*Les sanglots longs des violons de l'automne* (1er juin) ... *bercent mon cœur d'une langueur monotone*» (5 juin) -, de nombreux maquis vont, dans la zone proche du débarquement du 6 juin que les renseignement fournis depuis des mois par les réseaux et mouvements de la Résistance ont contribué à préparer dans les meilleures conditions, jouer un rôle direct et immédiat dans le déroulement des opérations militaires de la bataille de Normandie ; plus largement, il en sera de même *partout à travers la France* dans les jours et semaines qui suivront, l'action des maquis, harcelant l'ennemi et coupant ses moyens de communication – plus de 950 ruptures de voies seront effectuées dès la nuit du 5 au 6 juin - empêchera ou retardera l'envoi de renforts sur le Front de Normandie.

Ainsi dans l'Eure, le **maquis Surcouf**, créé en 1943 et qui compte au moment du débarquement 300 hommes commandés par Robert Leblanc, reçoit du chef départemental FFI Marcel Baudot à la réception des messages de la BBC le 5 juin l'ordre de passer à l'action : dès le 6 juin, la section 4 du maquis Surcouf détruit au sud de Pont-Audemer, à Saint-Georges-du-Vièvre, un observatoire allemand et attaque plusieurs camions allemands pour se procurer des armes dont le maquis manque. Dans l'Orne, le **maquis de Tanville**, formé en juin 1944 dans la Forêt d'Ecouves par une soixantaine d'Hommes du village de Tanville – dont le maire est fusillé par les nazis, mène des actions de guérilla pour retarder l'arrivée des renforts allemands sur le Front, le **maquis de Courtomer**, au sud-est d'Argentan, réalise des sabotages, le **maquis de Linières-la Doucelle** est établi à la jonction de l'Orne et de la Mayenne. Dans le Calvados, outre le **maquis Guillaume-le-Conquérant**, établi par les FTP à l'hiver 1943-1944 dans le Bocage aux confins de l'Orne et de la Manche et qui, malgré l'attaque qu'il a subie en mars 1944,va mener une active action de guérilla et de sabotages pendant la Bataille de Normandie, il faut mentionner le **maquis La Marseillaise,** constitué au début de l'année 1944 et qui rassemble dans la Forêt de la Folletière d'Abenon près d'Orbec une trentaine de combattants qui vont mener lors du débarquement des actions de harcèlement, le **maquis de Saint-Clair**, constitué au printemps1944 en Suisse normande par la fusion de 4 groupes de l'OCM sous le commandement du capitaine Jean Renaud-Dandicolle et qui à la réception le 5 juin au soir du message codé de la BBC «*Le chant du laboureur par un temps brumeux*» va faire sauter la voie de chemin de fer Caen-Flers au passage à niveau de Grimbosq. Dans la Manche, le **maquis de Beaucoudray**, est constitué par une quinzaine de résistants des PTT de Saint-Lô qui, à la réception du message codé «*Il fait chaud à Suez*» ont dans la nuit du 5 au 6 juin saboté les installations téléphoniques avant de passer à la clandestinité.

Les maquis furent nombreux *par dizaines* dans les départements bretons, rassemblant à la veille du *Jour J* des milliers d'hommes - dont de nombreux jeunes ayant refusé le STO, et, renforcés par les SAS, ils vont au prix de lourds sacrifices jouer un rôle important dans la Libération, *le Jour J* par des sabotages de voies ferrées (notamment en Ille-et-Vilaine) et en immobilisant des forces ennemies qu'ils harcèlent, telle entre autres l'action des **maquis de Saint-Marcel** (Morbihan), de **Plésidy,** de **Skiffiec** et **Guy-Moquet** (Côtes-d'Armor), de **Spézet** (Finistère). Un rôle qui va s'accentuer en juillet et août, les maquis mobilisés et renforcés s'intégrant à la Task Force A de la 6e DB US formée début août avec pour objectif Brest, qui devient ainsi franco-américaine et à laquelle les FFI fournissent des guides, ou menant des actions de combat spécifiques libérant des villes (le **maquis Vengeance** libérera Quimper) et contraignant l'ennemi à s'enfermer dans des poches qu'ils vont assiéger.

VIGILANCE ET MEMOIRE

ETRANGES ACTIVITES AUTOUR DE MUSEES ...

Lors des récentes célébrations de l'anniversaire du 6 juin, d'étranges révélations ont été faites. Les plus écœurantes, ont trait au commerce de souvenirs – notamment d'armes souvent encore en état de fonctionnement provenant des collections des nombreux musées - grands et petits - nés sur les terrains de l'extraordinaire bataille que l'on sait...et volées.

Ainsi, nous dit-on, le petit musée privé de Vierville, près d'Omaha, a vu deux jeunes de 19 et 20 ans attaquer la femme de ménage pour s'emparer de casquettes, poignards et objets divers, ainsi que...d'une machine à chiffrer Enigma, (dont il n'existe plus au monde que 5 ou 6 exemplaires), et dont la valeur «marchande», si l'on peut dire est d'environ 100.000 €. Les gendarmes ont retrouvé voleurs et matériels...au marché aux puces de St-Ouen !

Le Musée de St-Côme, dans la Manche, a fait l'objet d'une fouille méthodique par les douaniers bien informés qui ont saisi des Mausers et armes diverses en parfait état, des grenades, même des mines...La justice de Coutances a lancé la Police Judiciaire de Caen sur cette piste fructueuse.

Hors de Normandie, à Saint-Marcel, en Morbihan, un employé du Musée a été surpris à remplacer des armes originales par des copies, les premières pièces étant confiées pour vente à un brocanteur.

Or, les petits Musées privés abondent. Il y a de bonnes affaires encore à faire, sans doute. Et combien ont déjà dû être faites ! (Pas uniquement sans doute dans les musées privés...)

Une autre activité se développe : la visite organisée des hauts lieux du débarquement et des combats qui suivirent. Activité plausible : pèlerinage, recueillement... Mais des publicistes s'en emparent et, tablant sur l'attrait de faire cette visite dans une jeep authentique, invitent les visites de la région à «faire cette *balade*». Pourquoi ne poussent-ils pas la honte (mais cela viendra peut-être) jusqu'à titrer : une balade parmi les 20.000 tombes du cimetière de Colleville !

LES DEMINEURS

Mais il est d'autres prospecteurs notamment de la Normandie, dont on parle peu : **les démineurs,** qui sont encore à la recherche des innombrables bombes de 1944.

On en trouve en quantité que peuvent mal imaginer les habitants de presque toute autre région française. Depuis lors, 12.850 opérations de déminage ont été menées, 425 tonnes déterrées pour la seule année 2008.

Les cultivateurs se sont habitués à retrouver de-ci, de-là un obus, une bombe d'aviation, des mortiers...On estime qu'un milliard et demi de projectiles sont tombés sur notre sol depuis 1914. 320 démineurs sont au travail. **Depuis 1945, 630 «artificiers» sont morts**. Et l'on continue de plus à signaler des accidents de civils, souvent cultivateurs ou «amateurs» d'une imprudence folle.

Un lieutenant de police du centre de déminage de Caen a, lors de la découverte d'une bombe anglaise semi-perforante de 60 livres, naguère employée pour percer les blindages de chars, par un cultivateur de Vire, âgé de 72 ans (qui, lui, avait compris ce qu'il déterrait) a déclaré à un correspondant du Figaro : «*Si cela pétait, rien ne survivrait dans un rayon de 600 mètres*».

Pourrait-on espérer que des publicistes qui organisent des «balades» ou les voleurs d'armes à valeur de reliques en de telles régions appellent les visiteurs à penser que les drames de la Seconde Guerre Mondiale ne sont pas achevés et qu'il est encore des hommes à féliciter du courage qu'ils mettent à tenter d'y mettre fin dans les meilleurs délais et conditions possibles ?

EN SOUVENIR DE Me MASSE

Pierre Masse, membre d'une famille alsacienne qui avait refusé après 1870 de devenir allemande, fut à l'âge de 20 ans le plus jeune avocat de France.

En 1914, il partit comme sergent et devint capitaine, titulaire de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre. 1917 le vit nommé sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, fonction qui l'amena à approcher de près le Général Pétain.

En 1940, avocat prestigieux, il a de nouveau côtoyé Pétain. Mais bientôt il lui écrivit cette lettre : «J'ai lu le décret qui déclare que les Israélites ne peuvent plus être officiers. Je vous serais obligé de me faire dire si je dois aller retirer ses galons à mon frère, tué à Douaumont en avril 1916, à mon gendre, tué en Belgique en mai 1940, à mon neveu, tué à Rethel en mai 1940 également. Puis-je laisser à mon frère la Médaille militaire avec laquelle je l'ai enseveli ? Mon fils Jacques, sous-lieutenant, peut-il conserver son galon ? Je tiens à me conformer aux lois de mon pays, même quand elles sont dictées par l'envahisseur. »

Réponse : en août 1941, Me Masse est arrêté, c'est la réponse de Pétain ! Mais il sera accueilli à son arrivée à Drancy par une ovation des internés. Il ne peut écrire que deux lettres. Dans la deuxième, il dit : «Je suis venu ici comme avocat. Je mourrai, j'espère, dignement, pour ma patrie, ma foi et mon Ordre... Je finirai en soldat de la France et du droit, que j'ai toujours été...» La lettre était adressée à son bâtonnier, Me Charpentier.

Après tant d'années, Me Masse, mort à Auschwitz en 1942, a été honoré par ses confrères du barreau de Paris, qui inaugurèrent au Palais de Justice le médaillon à sa mémoire qu'ont dévoilé le Bâtonnier Bournazel et Mme Simone Veil.

ON DEMANDE PROF D'HISTOIRE...

Le 8 mai a prouvé l'urgence de l'affectation d'un professeur d'histoire... à l'Elysée. Nous avons en effet appris que le discours écrit pour le Président de la République et prononcé par lui sur les lieux du débarquement du 15 août 1944 en Provence (!) commençait par cette phrase : «Nous voici réunis...pour commémorer la fin de la Seconde Guerre Mondiale». Les événements d'Asie, du Pacifique, sont-ils à classer parmi une autre guerre, ou à taire ?

Mais il y a eu mieux. Un communiqué du service de presse de la Présidence avait évoqué «*la Commémoration de l'Armistice du 8 mai 1945*». Le rédacteur de ce texte pourrait-il donc confondre 8 mai 1945 et armistice ? Incroyable ! Ni lui, ni ceux qui le relurent, ne savent donc qu'un armistice est une *suspension d'armes,* chacun des adversaires conservant son armée, pouvant rouvrir les hostilités quand il le croit opportun. S'agissait-il d'un armistice alors que le Front allemand de l'Ouest et celui de l'Est s'étaient rejoints, l'Allemagne, sans territoire ni recours, ne pouvant *que capituler sans condition* ? Il est quand même pénible qu'à ce niveau un fait historique capital de tout le dernier siècle ait pu être traité avec une telle ignorance puis une telle désinvolture ?

Il est temps d'affecter au cabinet présidentiel un professeur d'histoire consciencieux et connaissant son métier...

NOYAUTAGE HITLERIEN AU SUD DU BRESIL

Le 21 avril dernier au matin la police brésilienne découvrit près de Curitiba, au sud du Brésil, les cadavres de deux jeunes étudiants, un garçon et une fille.

Rapidement, l'enquête vint «éclairer si l'on peut dire» la date du 21 avril : les deux victimes avaient assisté la veille à une fête à laquelle les policiers n'avaient pas pensé : le 120ème anniversaire de la naissance d'Adolphe Hitler le 20 avril 1889. Rapidement put être démasqué le responsable de l'assassinat : un nommé Ricardo Barollo, âgé de 34 ans, et créateur avec le garçon devenu sa victime - parce que son concurrent pour le leadership - d'une organisation hitlérienne : «Neuland» (Nouvelle Terre).

Inutile de faire la liste de ce que l'on a trouvé lors d'une perquisition chez les participants de cette organisation se proposant notamment de séparer le sud du Brésil «où les habitants sont d'origine européenne, du reste du pays plus métissé» : livres, disques et DVD, croix gammée, éléments d'uniformes, couteaux, engins explosifs artisanaux...

Créé en 2002 par des Brésiliens et quelques étrangers, le groupe «Neuland» regroupait - selon l'inspecteur brésilien Paulo Cesar Jardim chargé de l'enquête - une cinquantaine de «*criminels extrêmement intelligents, très bien organisés et particulièrement dangereux qui s'en prennent spécialement aux Juifs et aux homosexuels au nom de la pureté raciale*». En illustration de ce danger est intervenu le démantèlement fin mai 2009 de 5 cellules de ce groupe, par l'arrestation de 14 de ses membres impliqués dans des projets d'attentats contre deux synagogues de Porto-Alègre, la capitale de l'Etat brésilien du Rio-Grande-do-Sul où vit une communauté juive de 13000 personnes. Les autorités locales sont à la recherche de liens éventuels – financiers notamment – pouvant exister avec des organisations néonazies implantées dans d'autres parties du Brésil, en Argentine, au Chili, en Grande-Bretagne et en France.

Les Brésiliens ont manifestement été profondément touchés par les premiers résultats de l'enquête concernant «Neuland», se rappelant que leur pays envoya naguère une division combattre les nazis en Europe, n'admettant pas les menées des réfugiés hitlériens dans la région que vient de sinistrement illustrer le double crime du 20 avril. L'un de leurs historiens pense aussi que c'est au fait que le médecin assassin nazi bien connu Mengele se réfugia naguère dans le Rio Grande Do Sul et à des manipulations génétiques dues aux disciples allemands du sinistre Alexis Carrel, que l'on assiste dans la petite ville de Candido Godoi - où Mengele résida - à un taux totalement inhabituel (20% au lieu de 1,25%) de naissances de jumeaux, le plus souvent blonds aux yeux bleus...

AVIS DE RECHERCHE

Depuis plusieurs mois, je recherche la trace d'un Résistant qui aurait été fusillé dans le Puy-de-Dôme. Je viens d'apprendre – sans certitude - qu'il pourrait l'avoir été à Orcines le 13 juillet 1944. Son véritable nom était Samuel RACHMEL, inscrit sur la plaque commémorative de la synagogue de Lunéville, à côté de ceux de Simon Helfont, Jacques Helfont, Alfred Lewkowitz qui ont été fusillés à Orcines. Mais il a pu, éventuellement, être fusillé sous une fausse identité ? Qui pourrait me communiquer le nom des 24 Résistants fusillés ce jour-là ? Y a-t-il eu des Résistants non identifiés ?

Contacter Eve-Line BLUM
25000-BESANCON
E-mail : eve.line.blum@gmail.com

*
* *

Je recherche des informations concernant mon beau-père Philippe BURGUETE, décédé le 22 octobre 1943 et appartenant au réseau Nivelle-Bidassoa. Qui pourrait m'en donner ou m'indiquer où en trouver ?

Contacter Marina BURGUETE
4 allée des iris, 64500-CIBOURE
Tel : 05 59 47 11 44
E-mail : marina.burguete@neuf.fr

*
* *

Pouvez-vous me communiquer des informations sur un groupe de résistants de la Région parisienne nommé «Groupe Tronel» et «Section de réfractaires du XIè et/ou du XXè arrondissement de Paris...?

Contacter Jf HOULARD :
Quintane, 91330 - YERRES
E-mail : jfh-ev@wanadoo.fr

*
* *

Je cherche à retracer la vie de mon grand–père, Armand Emile LAUDREL, né en 1904 à la Neuve-Lyre (Eure) et qui a vécu à Joinville-le-Pont à partir des années 30 jusqu'aux années qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale. Je sais que lors de la mobilisation, en septembre 1939, il a été affecté à la 9ème compagnie Auto du TCDN 24 de Paris jusqu'en août 1940. De retour à la vie civile, il travaille à la S.T.C.R.P (future R.A.T.P.). En septembre 1944, il s'engage volontairement dans l'armée. Incorporé au 2è régt Auto de Normandie, il est affecté à la 204è Cie puis à la 1ère Armée Française comme chauffeur de camion... Dans ses affaires, j'ai retrouvé des articles de journaux traitant des actes de Résistance dans la ville de Joinville-le-Pont, notamment celui du 25 août 1944, où un wagon a été renversé sur la RN 4 pour en barrer la route aux armées allemandes. Il aurait lui-même intégré les F.T.P. de la région de Champigny-sur-Marne. Y aurait-il une liste des membres du groupe dont il aurait fait partie, des photographies ou des éléments qui me permettraient de savoir quel était son rôle dans ce groupe ? Je suis également très intéressé par tout autres documents relatifs aux FTP de la région de Champigny-sur-Marne (organisation, actions...). Qui peut m'aider ?

Contacter Damien DANIELOU
19 rue du Montin 87270 –COUZEIX
Tél : 06 17 52 47 11
E-mail : dd.cmoi@yahoo.fr

*
* *

Je recherche des informations sur quatre personnes ayant participé activement à la lutte contre le Allemands en France pendant la seconde Guerre mondiale.

La première est mon père, Mayer/Mehir BERKOWICZ, né à Varsovie en 1910, ébéniste et marié à ma mère, Tauba/Taucha Bourstein. Tous les deux sont morts à Auschwitz ou dans les trains les y emmenant de France. En 1939, mon père s'était engagé dans l'Armée française comme « Volontaire étranger». Comment pourrais-je savoir dans quelle unité militaire?

La deuxième est mon oncle Israël FLASBERG/FLAKSBERG, ébéniste, marié avec ma tante Bèla Bourstein, née à Varsovie entre 1895 et 97. Ils habitaient avant guerre 68 rue de Charenton, à Paris, qui était aussi l'adresse de mes parents. Israël avait un commerce d'ameublement. Pendant la guerre, sa dernière adresse a été le 11 rue Titon (Paris 11ème). D'après ce qu'il m'a dit, Il a participé à la Résistance, un certain temps en Savoie. Après guerre, il recevait une rente du gouvernement français.

La troisième est Mordechai SIKOTA/SIQUORA, né en 1910 ou 1911 à Varsovie, arrivé en France dans les années trente, électricien. C'est le frère d'un de mes oncles marié avec une des sœurs de ma mère. Pendant la Guerre, Il a participé à la Résistance dans le sud de la France, dans la région de Toulouse. Après guerre il a émigré en Amérique du sud, probablement au Vénézuela.

La quatrième est Léon/Lajzer KROWICKI/KROVIC né à Varsovie dans les années 1909-12, mari de ma tante, Tauba Berkowicz, et père de Rosine, née en 1939. La famille a habité avant guerre 24 rue Lafitte à Paris et pendant la guerre quelque temps dans L'Orne, à Crulai. Lui s'est engagé dans un régiment de soldats d'origine polonaise en France, elle est passée par Drancy avant d'être envoyée à Auschwitz.

Qui les aurait connus, qui peut me donner des renseignements sur chacun d'eux ? D'avance, Merci.

Contacter Lucien BERKOWICZ, chez Ariè BIRON
Rakefet 83, MISGAV-20175 (Israël)
E-mail :mbtbm@galilan.com

*
* *

Je souhaite savoir où est inhumé Marcel DOUSSINEAU, né le 1er février 1907 à Argenteuil, qui demeurait à Puteaux et a été fusillé le 18 juillet 1944 par les Allemands à Colpo dans le Morbihan. Merci.

Contacter Dominique DOUSSINEAU
Appt 68, 30 bd de la Résistance 95100-ARGENTEUIL
E-mail : docado@hotmail.fr

*
* *

Je suis à la recherche de renseignements sur Monsieur DANDOIS, Résistant en 1942, alors domicilié rue Fratin à Clermont Ferrrand. Il a sauvé ma mère à l'époque réfugiée à Clermont et demeurant dans cette maison.

Est-il vivant ? Qui l'aurait connu ? Qui peut m'aider ?

Contacter Romy SZMIDT STAMM
20, rue des 7 Pommiers
57420-SOLGNE (près de Metz)
E-mail :Stamm-jerodeb@wanadoo.fr

*
* *

Mon père, Georges DILLIERE, d'Annecy, est décédé il y a 38 ans, à l'âge de 43 ans. Je ne l'ai malheureusement pas connu, car j'avais tout juste un an lorsqu'il nous a quittés. Il a été Résistant ; un tout jeune Résistant, car né en 1926. Son pseudo aurait été «Julot » et il aurait été un des Résistants du plateau des Glières. Je cherche désespérément des informations sur cette partie de sa vie et ne sais pas à qui m'adresser. Qui pourrait me donner des renseignements ? Existe-t-il des archives ? D'avance merci pour toute aide.

Contacter Stéphanie DILLIÈRE-BROOKS
Flat 2 Heron House
322 High Holborn
LONDON WC1V 7PB (Great-Britain)
Tel: +44 (0)7710 733 147
E-mail: dillierebrooks@googlemail.com

*
* *

Je recherche des informations concernant un groupe de Résistants autrichiens, qui se trouvaient à Cazaux-Debat (Hautes Pyrénées) jusqu'en février 1943.

Ce groupe comprenait notamment Joseph MEISEL et Harry SPIEGEL. Il est possible qu'il y ait également eu Tilly SPIEGEL, femme de Hans MARECK. Ce dernier a participé à la Résistance dans la région parisienne, arrêté et libéré lors de la libération de Paris.

Harry Spiegel s'est rendu à Marseille en février 1943, où il a intégré les FTP-MOI. Il aurait infiltré la Kommandantur, et Je recherche plus spécifiquement des renseignements sur lui. Un enfant d'une dizaine d'années - également parti de Cazaux-Debat pour Marseille - a été arrêté, soit pendant le trajet, soit à son arrivée à Marseille. Il avait un lien avec Harry Spiegel. Je recherche aussi des renseignements sur cet enfant.

Qui peut m'en donner ? Merci.
Contacter : Paul BOUYGARD
16 rue de Vincennes, 64000-PAU
Tel : 05 59 02 05 28
E-mail : bouygard.paul@orange.fr

*
* *

Epouse d'un membre de l'ANACR Alsace, je suis aussi présidente de l'association culturelle VAL de Linthal (Haut-Rhin), qui projette de valoriser différents sentiers et chemins historiques dans le Massif Vosgien, et qui dans ce cadre envisage la réalisation d'un Parcours de Mémoire dans la haute vallée de la Lauch, sur le thème «Les Chemins de la Liberté : de la Résistance à la Délivrance». Nous recherchons à cet effet des témoignages et des documents iconographiques relatifs aux filières d'évasion vers les crêtes vosgiennes, fréquentées par les insoumis à l'incorporation de force, les réfractaires au S.T.O. ou au R.A.D. ; ou encore par les déserteurs de la Wehrmacht.

Contacter : Association VAL (Isabelle MARTIN, présidente)
71a, rue du Hilsenfirst. 68610-LINTHAL
Tél : 03.89.76.31.48
E-mail : val-linthal@orange.fr

LA VIE DE L'ASSOCIATION

SAÔNE-ET-LOIRE

Les Amis de la Résistance du Comité ANACR de la Chapelle-de-Guinchay ont organisé un voyage sur un lieu de mémoire, le Centre Historique de la Résistance en Drôme et de la Déportation, situé dans un ancien couvent de la Visitation à Romans.

Comme ce musée est situé dans le même bâtiment que le Musée International de la Chaussure, celui-ci eut droit à une rapide visite.

Mais, le but du voyage était bien le Centre de la Résistance et de la Déportation où tous furent accueillis par la responsable.

Le point de départ de l'exposition insiste sur la montée du nazisme et le fait remonter à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Allemands n'avaient pas admis la défaite et ne rêvaient que de revanche. La présentation est sobre et les murs passent du gris clair au gris foncé à mesure que l'on avance dans la guerre. Les panneaux photos sont accompagnés de réflexions de Résistants, par exemple : «Je n'ai peur de rien, même pas de la mort, car de ma vie, je n'ai rien à me reprocher. Je ne regrette rien» (Georges Bert, 23 ans, fusillé le 25 août 1944 à Tain-l'Hermitage). La responsable nous dit insister particulièrement auprès des jeunes visiteurs quant aux répétitions de l'histoire. Et elle leur demande d'être vigilants afin de conserver leur liberté et de ne pas se faire enrôler malgré eux par des doctrines malveillantes.

Ce fut donc une belle journée, appréciée des quelques 50 participants qui l'ont suivie.

SOMME

Il y a beaucoup d'émotion et beaucoup de monde ce lundi 22 juin 2009, pour la commémoration du 65ème anniversaire de l'attaque de la prison d'Abbeville par la 3ème Compagnie FTP du Vimeu qui, le 22 juin 1944, permit de libérer 161 prisonniers, dont 70 Résistants. Devant la plaque de la rue Dumont, le «Chant des Partisans» est interprété par les enfants de l'école de Rouvroy.

Madame Forestier-Gaillard, présidente départementale de l'ANACR, fille d'André Gaillard, libéré par le commando, présente les excuses des derniers survivants absents pour raison d'âge et de santé, et conte les péripéties de l'attaque et de la libération des prisonniers.

M. Dumont, maire d'Abbeville, très sensible à cet événement, rend alors hommage aux Résistants d'Abbeville ayant aidé leurs camarades emprisonnés à fuir et à se cacher.

M. Frédéric Bureau, directeur départemental de l'ONAC-Somme était présent, les sections d'anciens combattants de la Région étaient représentées avec leurs drapeaux.

Puis ce fut un dépôt de gerbes devant la plaque par le Comité départemental de l'ANACR et par M. Dumont, maire de la cité.

Après que Madame Forestier a remercié les enfants des écoles du Quartier de Rouvroy pour leur participation et les ait fait applaudir, le verre de l'amitié fut offert par la mairie.

LOIR-ET-CHER

Le 12 iuin 1944, à la nuit tombante, les Allemands emmenaient jusqu'à Maves dix prisonniers incarcérés à Blois et les fusillaient sur le bord de la sur le bord de la route, près de Pontijou, afin de terroriser la population par des représailles sanglantes face à l'action de la Résistance locale.

Les corps furent découverts le lendemain matin par les enfants qui allaient à l'école. Deux hommes parmi les dix, Léon Michel et Guy Robin, laissés pour morts, survécurent et témoignèrent sur les circonstances du drame.

Vendredi 12 juin, une cérémonie a eu lieu au monument érigé sur place, en présence de toutes les associations patriotiques avec les porte-drapeaux, de Lucien Maury, rescapé de la Déportation, de Claude Denis, conseiller général, d'Astrid Lonqueu, maire de Maves, des Gendarmes, des sapeurs-pompiers et de nombreux habitants. Jean Rebourg, vice-président départemental de l'ANACR, a rappelé les faits avec émotion et rendu un hommage vibrant à ces Morts pour la France. Le saxophone de Jean Pilot jouant «le Chant des partisans» ajoutait beaucoup d'intensité à cette cérémonie.

RETRAITE DU COMBATTANT PENSIONS

Relèvement du point d'indice au 1er juillet 2009 : valeur passant de 39 à 41.
Retraite du Combattant : 560,88€ par an, soit 280,44€ par semestre.

DORDOGNE

L'assemblée générale du Comité de Montignac de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR) s'est tenue le samedi 21 mars 2009 en présence d'une trentaine l'adhérents, de responsables départementaux : Roger Ranoux (colonel Hercule), Jean-Paul Bedoin, président délégué, membre du bureau national, Yves Bancon (alias Ramon), secrétaire départemental, et de Jacques Cabanel conseiller général.

A l'occasion de la minute de silence observée à la mémoire des adhérents disparus en 2008, le président du Comité Gonzague Deladerrière a de nouveau évoqué celle de son prédécesseur Jean Besse, acteur important de la Résistance en Périgord, et a rappelé que son nom a été donné le 29 juin 2008 à un espace de la place des Sagnes à Montignac.

Le bilan moral 2008 et les perspectives d'activités pour 2009 ont été ensuite développés. Le travail engagé depuis déjà plusieurs années sur le mémorial de la Résistance se traduit par deux réalisations significatives : celle des «chemins de lé mémoire» et celle de la rénovation des plaques commémoratives.

La première est terminée sur le Montignacois, elle a fait l'objet, pour les adhérents, d'une visite organisée le 19 octobre de 20 lieux symboliques de la Résistance au «pays de Jacquou». La seconde, menée en concertation avec les communes a concerné la stèle du cimetière de Saint-Léon, elle est poursuivie sur la stèle de Valojoulx, les plaques de Fanlac et de Montignac ; elle consiste surtout à mieux renseigner le public sur l'identité des victimes de la répression nazie et les circonstances de leur arrestation ou de leur mort.

Dans son action spécifique auprès des jeunes, le Comité entretient des relations privilégiées avec le collège Yvon-Delbos. Le 5 décembre 2008, le secrétaire, Pierre Gaillard, a accompagné Roger Hassan, ancien résistant et déporté à Mauthausen, dans sa rencontre avec les professeurs d'histoire et géographie, et les élèves des classes de 3° ; ce fut un moment rare d'émotion et de prise de conscience par ces jeunes des atrocités perpétrées contre l'humanité par le régime hitlérien. En 2009, une dizaine d'élèves ont participé au Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Le Comité s'investit aussi dans la rédaction du journal «*La Voix de la Résistance en Dordogne*», dont Gonzague Deladerrère a pris la responsabilité.

Après l'examen du compte d'exploitation présenté par la trésorière Catherine Michiels, le bureau sortant est reconduit (2 anciens résistants et 8 ami(e)s).

La parole est alors donnée aux personnalités invitées. Jean-Paul Bedoin fait part de la relance en 2009 des activités de l'association "Centre Départemental de la Mémoire" après un passage à vide de presque 2 ans très regrettable, de l'avis aussi de Jacques Cabanel, qui indique que l'objectif est toujours la création de ce centre à Rouffignac. Il s'agit maintenant, en priorité, de recueillir les témoignages d'anciens résistants ou déportés : tâche confiée à Nicolas Cournil, ancien chargé de mission au CDM, employé à ce titre aux Archives Départementales.

DISPONIBLE AU SIÈGE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (C. N. R.)

L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

INDRE

Le congrès départemental de l'ANACR de l'Indre s'est tenu le 3 mai dernier à Villedieu-sur-Indre, avec la participation de 11 comités locaux. Après les paroles de bienvenue du maire de Villedieu, M. Jean-Pierre Thibault, les travaux furent ouverts par les interventions de Jean Grazon, Président-délégué départemental – qui rappela l'intégration depuis le congrès national de Limoges des Amis(e)s dans les structures ANACR – et de Jean Moreau, Président ANACR du canton.

Les rapports financiers (ANACR et Ami(e)s) adoptés à l'unanimité, les rapports moral et d'activité, adressés aux membres du Comité directeur avant le Congrès afin de permettre un temps de parole et d'échanges plus important, le furent eux aussi de la même manière ; après avoir été commentés par Jean Annequin, co-président, qui mentionna les postes importants à discuter et à concrétiser : les sentiers de mémoire, le 27 Mai, le Concours de la Résistance et de la Déportation, les cérémonies locales, le recrutement, la communication et le projet du centre d'Histoire et de Mémoire de la Résistance et de la Déportation. Il constata aussi l'âge élevé des Ami(e)s, ce qui induit la nécessité de s'ouvrir sur l'extérieur, vers la jeunesse.

Chaque Comité fut invité à présenter ses initiatives et la discussion s'est ouverte autour de l'Histoire et la Mémoire. Lucien Desbrosses (Argenton) dit l'importance d'intervenir dans les écoles pour que ne soient pas oubliés les faits de Résistance locaux et régionaux. Marcel Movroux (Valençay) estima que la France avait abandonné la République espagnole et précisa qu'il intervenait dans les écoles sur la guerre d'Espagne. Mercédès Carteron (Neuvy-Saint-Sépulchre) constata les nombreux contacts dans les établissements scolaires avaient permis de faire participer 15 candidats au Concours national de la Résistance. Jean Luneau, de La Châtre, rappela que le projet du site Internet n'avait toujours pas abouti et Eric Bellet suggéra de contacter Idenet pour un projet créatif et un travail en commun.

Claude Dugenit, président départemental de la FNDIRP, nota que les médias avaient été silencieux par rapport à la journée de la Déportation et pense que les messages doivent être lus et les gerbes déposées par les membres de l'ANACR en raison de la disparition des déportés. Il fit le vœu d'une étroite collaboration entre la FNDIRP et l'ANACR et aussi d'un travail avec les historiens pour que «cette barbarie ne se représente plus jamais.»

Les nouveaux statuts départementaux, modifiés en conformité aux statuts nationaux adoptés au Congrès de Limoges, seront adressés à chaque comité local. Par ailleurs Jean Annequin rappela que la résolution du Congrès de Marseille était à utiliser dans les prises de paroles lors des cérémonies.

Durant les travaux du congrès départemental, une délégation s'est rendue à Longeville pour honorer les 14 résistants fusillés. La fin des travaux fut ponctuée par les interventions de MM. Jean-Paul Thibault, Maire de Villedieu, Régis Blanchet, conseiller Général, Jean-Paul Chanteguet, député de la circonscription, et Patrick Dreier, Directeur de l'ONAC, représentant M. le Préfet. Tous dirent se reconnaître dans les idéaux et les valeurs de la Résistance en citant Jean Moulin et le C.N.R.

LOIR-ET-CHER

Dimanche 26 avril, le Comité départemental ANACR du Loir-et-Cher a tenu son assemblée générale à Contres en présence de Mme Silbermann, Sous-préfète de Romorantin, et de nombreux élus, de la commune de Blois et du Conseil général. Jean-Paul Riffault représentait la direction nationale de l'ANACR.

Le président départemental, Pierre Lefèvre, ouvrit la séance en lisant un extrait du livre de M. Rafesthain, *«La liberté guidait leurs pas»*.

Le rapport d'activité permit de mettre en évidence l'importante activité du Comité départemental de l'ANACR, qui regroupe Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance. Nécessaire réponse au besoin de mémoire qui se fait d'autant plus ressentir qu'hélas les témoins disparaissent : *«Il est important de ne pas oublier ce pour quoi il se sont battus et ont donné leur vie»*.

L'ANACR met en place une exposition itinérante, dont l'inauguration devait avoir lieu le 11 mai à Romorantin et qui recense les différents lieux de mémoire du département, implantation de maquis, site de combats, figures héroïques de la Résistance, etc.

Par ailleurs, ainsi que le rappela aussi Jean-Paul Riffault dans son intervention, l'ANACR continuera à mener bataille pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai et contre toute idée de journée unique du souvenir.

Enfin, les travaux se terminèrent par l'affirmation de la mission de l'ANACR dans la transmission de la mémoire, ce qui passe par la nécessité de recruter de nouveaux amis de la Résistance.

HAUTE-SAVOIE

Emouvante commémoration du souvenir à Pouilly autour de la stèle rappelant les onze morts, victimes de la barbarie nazie soutenue par la collaboration hélas aussi active en ce domaine du régime vichyste, le 28 janvier 1944.

La cérémonie était organisée par la Municipalité de Saint-Jeoire et le Comité local ANACR de Saint-Jeoire/Vallée du Risse, en présence de M. le Député Marc Francina, du vice-président du Conseil Général, Raymond Mudry, membres des Amis de la Résistance (ANACR).

Après le *Chant des Partisans*, Marcel Roy, chevalier de la Légion d'Honneur, rescapé des Glières, rappela dans son discours «qu'à chaque moment, la folie guerrière peut ressurgir et, pour qu'il n'y ait plus jamais de Pouilly, que tous les drapeaux du monde portent en leurs plis la promesse profonde de paix pour leur pays »

A l'appel de chaque nom des victimes de ce jour d'horreur, une rose du souvenir a été déposée au pied de la stèle par des enfants de Pouilly. Le maire de Saint-Jeoire, Gilles Perret, rendait à son tour hommage aux victimes avant que la musique de Saint-Jeoire ne clôture la cérémonie en interprétant une émouvante Marseillaise.

INDRE-ET-LOIRE

Le 3 Février s'est réunie l'Assemblée générale du comité ANACR de Tours Saint-Pierre-des-Corps.

Jean Soury, secrétaire départemental, ouvrit la séance en saluant l'adhésion de nouvelles et nouveaux Amis de la Résistance. Puis il évoqua la participation du Comité local aux différentes cérémonies commémoratives auxquelles il est invité, en saluant tout particulièrement le dévouement des porte-drapeaux.

Concernant l'activité du Comité, Jean Soury rappela la participation au Concours National de la Résistance et de la Déportation, avec la présence active de Michel Beaufils. Par ailleurs, plusieurs camarades de l'ANACR participent à l'animation du Comité de la Stèle du Camp du Ruchard.

En raison de leur état de santé, Suzanne et Jacques Plisson étant dans l'impossibilité de poursuivre leurs activités, notamment l'impression du journal «Résistants de Touraine», ce qui a créé quelques difficultés, c'est Liliane Guillet, nouvelle adhérente, qui assure pour l'essentiel le travail de composition et de mise en page. Il reste à élargir le Comité de rédaction du journal, élargissement qui devient de plus en plus urgent.

HAUTS-DE-SEINE

Du 22 au 29 janvier dernier, le comité local de Nanterre de l'ANACR, animé par Vincent Pascucci, la FNDIRP locale, l'AFMD 92 de Nanterre, l'AFMD, Mémoire vive des convois 45000 et 31000, l'Amicale de Sachsenhausen, les Amis du musée de la Résistance Nationale, ont organisé en commun, avec le soutien de la mairie de Nanterre et le concours de l'Inspection académique, une exposition liée au thème du Concours de la Résistance, «enfants en Résistance». Lors de l'inauguration le 23 janvier, présidée par Marie-Claude Garel, Conseillère générale, conseillère municipale de Nanterre chargée de la mémoire, prirent la parole M. Patrick Jarry, maire de Nanterre, Philippe Tiquet Inspecteur d'académie, et Francine Christophe, déportée.

L'après-midi du 27 janvier a été marqué par un débat public animé par Guy Krivopissko, réunissant 200 élèves de lycées et collèges, venus écouter Raymond Aubrac, Fernand Devaux et Georges Duffau, président de l'Association du souvenir et des fusillés du Mont-Valérien. On peut dresser un premier bilan de la participation scolaire avec la venue de 550 élèves de secondaire et de primaire, soit 25 classes venant de 15 établissements.

NOS DEUILS ● NOS DEUILS ● NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Victor Baptiste BEAULAYGUE (Loire)
Né en 1920, Victor Baptiste Beaulaygue est en 1939 l'un des trois secrétaires de la Jeunesse communiste de la Loire., dont il dirige après la débâcle de 1940 la reconstitution clandestine. Le 31 décembre 1940, revenant de Lyon lourdement chargé d'une ronéo et d'une machine à écrire, et apprenant que la police vient de perquisitionner chez lui, il quitte la Loire et muni de faux papiers se dirige vers Clermont-Ferrand avant de rejoindre le Limousin où, en contact avec Georges Gingouin il est chargé de l'organisation des «triangles» de diffusion des tracts. Arrêté à Aigurande le 9 novembre 1941 et durement interrogé par la police de Vichy, il est condamné le 18 décembre par la cour spéciale du Tribunal militaire de Clermont-Ferrand à 5 ans de prison et 55 000 francs d'amende pour son activité à Saint-Etienne, plus 10 ans de travaux forcés pour ses activités dans les départements du centre. Transféré en janvier 1942 à la prison de Chambéry, il s'évade le 27 février 1943 en compagnie de 5 autres Résistants. Condamné à mort, il rejoint les maquis FTP de Haute-Savoie, dont Il devient responsable pour la moyenne et haute vallée de l'Arve et pour celle du Giffre. Il est aussi responsable aux effectifs du 1er sous-secteur de R1/2., ayant notamment en charge la Cie 93.04 – dite «la patrouille blanche» – et le camp «Savoie». Le 30 novembre 1943, blessé et arrêté par une patrouille allemande, il est transféré à l'hôpital de Sallanches d'où il organise son évasion le 4 décembre, grâce au concours d'un groupe mixte FTP/AS et à la complicité des sœurs de l'hôpital et de gendarmes résistants. Après sa convalescence il reprend le combat en avril 1944. Arrêté en juin par la Milice, il réussit à force de persuasion à se faire libérer. Après avoir participé à la libération d'Annecy avec la Cie 93.17, il s'engage pour la durée de la Guerre le 31 août et est durant l'hiver 1944-1945 sergent au 15ème BCA sur le front des Alpes, participe à la libération de l'Italie et est démobilisé le 5 octobre 1945. De 1980 à 1985, il est trésorier de l'ANACR de la Loire et, de 1990 à 2003, président départemental de la FNDIRP.

Henri LE POUPON (Finistère)
Jeune scout de Quimper, alors âgé d'à peine 16 ans, Henri Le Poupon, se vit le 17 juin 1940, jour d'arrivée des troupes Allemandes à Quimper, interdit de garder sa tenue et ses insignes de scout. Toutefois son groupe reprit quelques activités camouflées sous la dénomination de «Pionniers de Cornouaille»… Au milieu de l'année 1942, commencent les opérations de convoyage des aviateurs alliés abattus afin de les soustraire aux Allemands… Puis ce seront la fabrication de faux papiers, l'activité de renseignement, etc. Fin février 1944, la situation l'oblige à quitter son emploi pour un travail de bûcheron, avec un sauf-conduit lui évitant le départ au STO. Le 6 juin 1944, son groupe étant intégré au groupe de sabotage de Libé-Nord, commandé par le lieutenant Fer, il devient agent de liaison du capitaine Phillipot jusqu'au 4 août 1944. Le 5 août, il intègre la 2ème Cie du 1er bataillon FFI de Quimper sous les ordres du capitaine Bellon, et va participer à la libération du bourg de Langolen, à celle de Quimper le 8 août. Puis, ce sera le départ vers la presqu'île de Crozon, après avoir franchi le Ménez-Hom où les Allemands tiendront jusqu'au 1er septembre. Le 3 septembre, à Telgruc, avec les Américains, il subira avec son groupe un meurtrier bombardement… anglais. La presqu'île libérée, il rentrera à la caserne «La Tour d'Auvergne » de Quimper le 18 septembre 1944, et le 31 octobre, sa Compagnie sera dissoute. Le fanion de son clan d'éclaireur reçut la Croix de Guerre avec palme le 8 octobre 1944, 14 de ses membres – dont Henri Le Poupon – recevant la même distinction remise par le Général de Gaulle.

Roger DELSAUX (Somme)
Il fut partie un des premiers à faire partie du réseau de la «Voix du Nord» à Lille. Graveur sur bijoux de métier, il grava des faux cachets et tampons qui ont servi à établir des faux papiers et documents destinés aux clandestins leur permettant de tromper l'ennemi.

Marcel PELLICIER (Savoie)
Décédé le 28 avril 2009, Marcel Pélissier entra très jeune dans la Résistance en décembre 1943 sous les ordres du Commandant Longo (A.S.). Il paricipa au parachutage de la Plagne et à diverses opérations dans le secteur de Valzan-Granier. Fin août 1944, il combat avec sa section pour la libération de la Haute Tarentaise, notamment à Bourg-Saint-Maurice et Séez. Il s'engage alors au 7ème B.C.A. por la durée de la guerre et participe au printemps 1945 participe aux opérations pour déloger les Allemands qui occupent les crêtes de Belleface en Haute-Tarentaise. Avec le 13ème B.C.A, il part en octobre 1945 en occupation en Autriche. Il était titulaire de la carte de C.V.R.

Raymond CASTILLO (Ariège)
Né en septembre 1926 à Pamiers, Raymond Castillo («Ariège») rejoint à peine à l'âge de 18 ans la 3101ème Cie FTP de l'Ariège, avec laquelle il participe notamment aux combats de Roquefixade, Rimont et Castenau-Durban qui contribuèrent à la capitulation des forces allemande le 22 août 1944. Engagé à la Libération comme de nombreux FFI pour la durée de la guerre, il participe aux campagnes de Lorraine et d'Alsace et avec la 1ère Armée à celle d'Allemagne, avant de partir pour l'Indochine. Il était titulaire de nombreuses citations et décorations dont les Croix du Combattant et de CVR, la Médaille militaire (« Indochine »), la Légion d'Honneur.

Robert NESPOULOS (Tarn)
Né en 1924, fils de mineur à Carmaux, Robert Nespoulos rejoint à 19 ans la Résistance dans le «Groupe Amédée». A la Libération, il s'engagera dans l'action syndicale (CGT) et politique (Pcf). Il était secrétaire départemental de l'ANACR du Tarn depuis 1993.

Nathan CHAPOCHNIK, James HEDDLESON (Rhône)
Né à Paris en 1920, Nathan Chapochnik («Francis») côtoie dès 1938 les jeunesses communistes. En 1940, il distribue des tracts contre l'occupant, s'installe à Lyon en 1941 et poursuit son action au sein de la jeunesse juive jusqu'en juin 1942. Il est alors détaché auprès des FTP-MOI pour constituer l'embryon de la formation qui deviendra le bataillon «Carmagnole» et participe à de nombreuses actions militaires à Lyon et dans la région lyonnaise. Il habite alors avenue Thiers et anime une imprimerie clandestine de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (U.J.R.E.). En mars 1943, entré dans la clandestinité complète, il doit quitter Lyon et rejoint un maquis dans la région de Grenoble. Puis il est envoyé à Nice, en septembre 1943 comme responsable militaire départemental FTPF. Blessé en juin 1944, il rejoint un maquis du Var. Nommé commandant FTPF, il poursuit sa carrière au sein de l'Armée, d'où il démissionne en 1950 en désaccord avec la guerre menée par la France en Indochine. Président du Comité Marcel Bertone de l'ANACR, il était vice-président de son Comité départemental du Rhône et membre de son secrétariat.

James Heddleson («Jimmy»), décédé à Louisville (Kentucky) ce 15 mars à l'âge de 86 ans était l'un des rescapés de la nuit du 27 au 28 mars 1944 qui vit le crash d'un avion venu d'Angleterre pour acheminer armes et munitions pour les Résistants du secteur. Avec son camarade Henderson, il avait été mis en sécurité par la population. Il avait été fait citoyen d'honneur de la ville de Tarare.

Jean MOISY (Val-d'Oise)
Né en 1921 à Colombes, Jean Moisy, disparu à l'âge de 87 ans, travaillait chez Ericsson quant il fut désigné pour le STO, auquel il chercha à se soustraire. Il avait adhéré aux Amis de la Résistance (ANACR).

Pierre BRISSON (Aube)
Ayant rejoint la Résistance en 1943, Pierre Brisson fut arrêté et déporté à Buchenwald où il passa 21 mois, faisant partie du comité militaire qui, le 11 avril 1945, libéra le camp avant l'arrivée des troupes américaines. Dès son retour de Buchenwald, Pierre Brisson s'engagea pour la défense des droits des rescapés, et devint Président de l'A.D.I.R.P. de l'Aube, ainsi que Vice-président départemental de l'ANACR. En 2000 il contribua à la naissance de la Délégation de l'Aube de l'AFMD. Pour son action de Résistance, il avait reçu en 1972 les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur et le 23 mai dernier, il avait été fait Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques pour son action pédagogique de transmission de la mémoire auprès des lycéens et collégiens.

Roger JOSSERAND, Marie-Louise FUGAIN Gaston ALLAGNAT (Isère)
Né en février 1917, Roger Josserand est appelé en 1937 au service militaire. Mobilisé en 1939 au 25ème tirailleurs algériens à Sarrebourg, il aura passé 3 ans sous les drapeaux quand il est libéré de l'armée le 15 août 1940. Il reprend alors contact avec les Jeunesses communistes et ses premières actions de Résistance consistent à inscrire sur les murs : «A bas Pétain, Laval », «Vive la République indépendante ». Entré en contact avec des étudiants communistes en médecine, tels Pierre Fugain et Guy Genon-Catalot, il distribue des journaux clandestins, des tracts, les tous premiers qui furent antiallemands, antipétainistes. Arrêté par la police de Vichy le 19 janvier 1941, il passe 3 mois à la prison de Saint-Joseph, puis, le 3 septembre 1941, il est condamné à 5 ans de prison par le tribunal militaire de Lyon,. Après 2 ans passés à la prison de Saint-Etienne, il est après une évasion manquée, transféré à la centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne). En mai 1944, il est envoyé au Camp de Compiègne, étape avant la déportation à Dachau le 18 juin. Transféré à Buchenwald, il en est libéré le 11 avril 1945.

Disparue à 91 ans, épouse de Pierre Fugain (« Mickey» dans la Résistance), Marie-Louise Fugain – qui prend le pseudonyme clandestin de «Mickette» – partagea son combat de Résistance, assurant des missions importantes, des liaisons délicates. Elle était titulaire de la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance.

Engagé dans la Résistance et les F.F.I., ancien du Maquis d'Ambléon, Gaston Allagnat («Kiki»), né en 1924, s'est éteint le 13 avril dernier. Il participa à toutes les actions de combat du Secteur 7. Président du Comité ANACR de Morestel de 1981 à 2005, date à laquelle il en fut nommé Président d'honneur ; il était membre du Comité d'honneur départemental. Il était titulaire de la médaille commémorative 39/45 des Croix du Combattant Volontaire, des moins de 20 ans, interalliée de la Victoire.

CENT POEMES DE LA RESISTANCE

par Alain Guérin

«Poèmes de la DEFAITE», «Poèmes du MALHEUR», «Poèmes du COMBAT» «Poèmes de la VICTOIRE», «Poèmes du SOUVENIR» : ce découpage et le nom donné à ces cinq parties de l'ouvrage d'Alain Guérin suggèrent au lecteur un titre inversé : «*La Résistance en cent poèmes*» tant il est vrai que la poésie - même parfois la moins immédiatement explicite - fut une arme dans le combat de la Résistance contre le nazisme et ses clones et avatars, dans le combat de la pensée contre l'obscurantisme, qu'elle fut en elle-même Résistance, et que les poètes ici cités furent des combattants de la Liberté.

Le lecteur y retrouvera des vers célèbres, de «Ma patrie est comme une barque qu'abandonnèrent ses haleurs…» (*Richard II Quarante*), écrit en septembre 1940 par Aragon au lendemain de la défaite, au poème *Liberté, j'écris ton nom* d'Eluard, qui symbolise une aspiration dépassant la période durant laquelle elle était tant bafouée. Aragon et Eluard, «François-la-Colère» et «Jean-du-Haut», tous deux animateurs de la Résistance intellectuelle.

D'Aragon encore «*La Rose et le Réséda*», qui rassemble à l'image de la Résistance «celui qui croyait au ciel et de celui qui n'y croyait pas» ou «*La ballade de celui qui chantait dans les supplices*» :

«Et s'il était à refaire
«Je referai ce chemin…»

Et aussi «*Avis*», ce poème d'Eluard évoquant le martyre de Gabriel Péri :

«La nuit qui précéda sa mort
«Fut la plus courte de sa vie…
«Il n'avait pas un camarade,
«Mais des millions et des millions
«Pour le venger, il le savait
«Et le jour se leva pour lui…»

D'autres poètes célèbres ont tout naturellement trouvé leur place dans ses pages, à la mesure tout à la fois de leur talent et de la place qu'ils eurent dans la Résistance, notamment sur le front de la pensée mais pas seulement : Desnos bien sûr, qui mourut libre au camp de concentration de Theresienstadt le 8 juin 1945, d'épuisement consécutif aux sévices préalablement connus aux camps d'Auschwitz, Buchenwald, Flossenburg et Floha, et dont on lira avec émotion «*Le veilleur du Pont-au-change*», écrit peu avant son arrestation le 22 février 1944, Georges-Emmanuel Clancier, Max Jacob, Tristan Tzara, René Char, Pierre-Jean Jouve, Loys Masson, Philippe Soupault, Jules Supervielle, Pierre Emmanuel, Henri Michaux, Jean Cassou, Pierre Seghers, Michel Leiris…

Et d'autres, peut-être un peu moins connus du grand public mais qui n'en furent pas moins à la fois des Résistants valeureux et des écrivains et poètes de valeur, tels Jean Marcenac, Eugène Guillevic, Léon Moussinac, Maurice Honel, Pierre Unik, Jean Lescure, André Ulmann ou Raymond Burgard, dont on se souviendra qu'il fut l'exemple des «Lycéens de Buffon» ; et d'autres encore tels Jean Tardieu, André Frénaud, Alain Borne, René Lacôte, Georges Ribemont-Dessaignes, Jean Cayrol, Francis Ponge, Pierre Morhange, Louis Parrot…

Viviane Dubray-Snoec, Marianne Cohn, Madeleine Riffaud, Lise Deharme, Arlette Humbert-Laroche, Micheline Maurel, Edith Thomas, témoignent par leurs écrits présentés dans ce recueil que Résistance, poésie et poésie résistante furent aussi au féminin.

Dans ces temps où la culture était suspecte et étroitement surveillée, écrire des poèmes magnifiant la patrie, la liberté, la fraternité, évoquant les affres des persécutions, de l'emprisonnement et de la torture, exaltant le courage des suppliciés face aux bourreaux et celui des combattants de l'ombre résistant à l'oppression ne pouvait que désigner leurs auteurs à la vindicte de l'occupant et de ses complices du régime du «Maréchal Ducono» tel que l'appela Desnos dans un poème ici reproduit.

Si Desnos mourut victime du nazisme mais libre, son compagnon en surréalisme, en poésie et en Résistance, Pierre Unik, tomba début 1945 en tentant de s'évader d'un camp de la mort, camp que ne connut pas Max Jacob, qui décédera à Drancy alors même qu'il était inscrit dans un convoi vers Auschwitz. Après avoir connu Ravensbrück et Bergen-Belsen, Arlette Humbert-Laroche décéda en 1943 à 30 ans à Bergen-Belsen, Marianne Cohn fut assassinée par la Gestapo d'Annemasse le 7 juillet 1944…

De manière inattendue mais ô combien justifiée sont aussi reproduits parmi ces «*Cent poèmes…*» le «*Chant des Partisans*», associé aux noms de Joseph Kessel, Maurice Druon et Anna Marly, et la «*Complainte du Partisan*», à ceux d'Anna Marly et d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, mais aussi des… «*messages personnels*» de la BBC !

Pour terminer cette évocation de « *Cent poèmes de la Résistance* », citons les deux premiers vers de «*Je n'aurai donc* », du poète tombé à l'âge de 36 ans sur les barricades de Paris insurgé le 20 août 1944, André Chennevière :

«Je n'aurai donc pour me survivre
«Que ces mots, que ces lignes… »

Par la conception même de cette anthologie, par les quelques denses lignes de présentation qui accompagnent les poèmes et leurs auteurs ici présentés, Alain Guérin, en écho à André Chennevière, témoigne de et - au-delà de la mort et du temps écoulé - contribue à l'étonnante modernité et par là-même vitalité de la Résistance, de la poésie, de celles et ceux qui furent poètes résistants.

Alain Guérin : *Cent poèmes de la Résistance*, 216 pages, Editions Omnibus. Octobre 2008. 29 €.

ARGENTON-SUR-CREUSE DANS LA GUERRE

par Pierre Brunaud

Le 14 juillet dernier, arrivait dans le village de Maillé, en Indre-et-Loire, le Procureur général du grand port allemand de Hambourg. Ullrich Maass est venu enquêter sur l'assassinat, le 25 août 1944, de 124 habitants du village massacré par les nazis. Sa première déclaration fut simple au possible : « J'ai honte de ce qui a été commis ici par les Allemands » ; Il s'est donc mis en tête, depuis 2004, d'identifier si encore possible, les criminels. Jusqu'ici, il n'avait été identifié qu'un responsable, condamné par contumace il y a plus de 50 ans : un sous-lieutenant. Un certain nombre des témoins qui restent encore attestent qu'il ne s'agissait pas d'un massacre dû aux S.S., *mais à la Wehrmacht*. D'où l'intérêt de l'établissement de la vérité, pour ne pas donner une vision fausse de ce que nous avons pratiquement tous connu.

Mais il n'est pas que Maillé dont le souvenir d'un tel massacre ne franchit guère, depuis 1944, les modestes limites. L'été dernier encore parut un livre qui pratiquement révéla à l'opinion un autre massacre peu souvent évoqué depuis lors, celui d'Argenton-sur-Creuse.

Le 9 juin 1944 au matin, une formation F.F.I. - commandée par Roland Despains - s'était emparée d'un train de wagons d'essence. Mais pendant deux jours, les premiers détachements de la division Das Reich (les S.S. de Lammerding) arrivèrent, emmenant des otages dont les corps furent retrouvés le 12 juin 1944 près de Limoges : 67 cadavres, alors même que les nazis avaient récupéré le train en raison de leur supériorité de forces et de moyens par rapport au groupe FFI qui l'avait d'abord capturé.

Pierre Brunaud : *Argenton-sur-Creuse dans la Guerre*, 224 pages. Editions Alan Sutton, 2008. 23 €.

LIBERATION DE PARIS LES CENT DOCUMENTS

par Henri Rol-Tanguy et Roger Bourderon

Lors de sa sortie en1994, au moment du 50ème anniversaire de la Libération, nous avions évoqué tout l'intérêt de ce livre. Quinze ans plus tard, il n'en a rien perdu, alors que nous célébrons le 65ème anniversaire de la libération de la capitale et de la France. Le sous-titre du livre pourrait presque dispenser d'en rendre compte : ni cent souvenirs, ni cent hypothèses, ni cent interprétations, mais cent documents. Cent pièces d'archives, d'époque, conservées notamment grâce à la sécurité qu'offrait le légendaire P.C. souterrain des Catacombes. Cent pièces qui coupent court à des à des polémiques sans objet.

Dans les brefs textes de Rol-Tanguy (ou dans les explications de Roger Bourderon) se détachent des mises au point et des prises de position qui mériteraient d'êtres toutes citées mais dont seront retenues celles qui concement son départ de Paris en 1942 pour raisons de sécurité, son départ de Paris en été 1942, les conditions de sa nomination à la tête de la région P.1, la responsabilité qu'il prit le 14 août du «passage au grand jour», alors que déjà les grèves insurrectionnelles battaient leur plein, sa célèbre intrusion à la Préfecture de Police, etc.

Les points d'histoire ? Le livre en fourmille, de l'ordre d'«action immédiate» donné par le général de Gaulle au général Delestraint dès le 21 mai 1943 , la nécessité de tenir compte de toute situation locale dans l'application de l'ordre général d'insurrection du 6 juin ; les premiers contacts avec les alliés pris au mans dès les 15 et 16 août), l'aveu de Nordling que, pour sa première intervention bénéfique puisque concernant des libérations de résistants, il n'aurait rien pu faire sans la Résistance, le refus des itinéraires de repli pour les Allemands, la journée décisive du 20 août contre la trêve, les missions de Varreux et Gallois, les circonstances de la capitulation de von Choltitz…

Libération de Paris, les cent documents, par Henri Rol-Tanguy et Roger Bourderon, préface de Jacques Chaban-Delmas. Editions Hachette, 1994. 27,50 € + port. Disponible au siège national.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)

LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE
VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x ..... = ...
Par 10, l'unité : 20 ..... : 20 € x ..... = ...

DVD (60 minutes) ..... L'unité : 28 € x ..... = ...
Par 10, l'unité : 25 € ..... : 25 € x ..... = ...

Total : ..... €

Franco de port
Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS – chèque à l'ordre de l'A.N.A

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Robert CHAMBEIRON

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France ..... 13 €
Etranger ..... 14 €
Abonnement de soutien ..... 25 €
Le numéro ..... 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant: Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Incorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60